

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2021
Perspectives 2022

N° 529 - Avril 2022

Économie de l'élevage



2021 : pénurie mondiale d'agneau 2022 : flambée des coûts

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - Nouveau record de collecte sur la campagne 2020-2021
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - La cotation des viandes a continué de progresser face à la flambée des intrants
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Évolution contrastée malgré la hausse des prix des produits et une bonne année fourragère

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Philippe CHOTTEAU

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Vincent BELLET, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN, Corentin PUVILLAND.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Aurore PRIEUR, Gilles SAGET.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui des interprofessions des brebis laitières, à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Nous remercions pour leur soutien l'Association interprofessionnelle du lait et produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Maeva ANTHEME (CA 26), Jean-Louis BALME (CRAO), Toinon BEAUDE (CA 60), Maurane BEAUMONT (CRA Pays de la Loire), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Marie BREISSAND (CA 04), Dominique CANDAU (CA 88), Céline CLEMENT (Synd. ovin 79), Manon CORTEZ (CA 30), Dominique DELMAS (CA 12), Alain DEMOULIN (CA 51), Claire DOUINE (CA 76), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Benoît ESMANGIAUD (CA 06) Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Emilie GUERRE (CA 55), Lucille GUYARD (CA 03), Claire GUYON (CA 84), Julia HOUVENAGHEL (CA 08), Laurent KELLER (CA 54), Margaux KENENS (CA 10-52), Elodie LAGIER (CA 05), Anne-Julie METIVIER (EDE 81),

Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Mélody MOISSET-BRUANT (CA 11), Aurore PRIEUR (CA 02), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA Alsace), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Danielle SENNEPIN (CA 23), Christelle VAILLANT (CA 57), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Catherine VENINEAUX (CA 38), Claude VINCENT (CA 36), Thomas Wartel (CA 59-62).

Filière laitière

Jean BEUDOU (CA 64), Bixente DOYHENARD (CA 64), Lauréline DROCHON (Confédération de Roquefort), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Jean-Claude MATHIEU (Maison de l'élevage 81), Sandrine MERLIN (CA 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Odile SALLATO (CA 64), Carole VERSAUAUD (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

2021 : Pénurie mondiale d'agneau

2022 : Flambée des coûts

En 2021, comme lors des années précédentes, l'offre de viande ovine n'a pas répondu à une demande mondiale qui reste extrêmement dynamique, notamment en Asie et en Amérique du Nord. Cela fait flamber le prix de l'agneau comme des animaux de réforme. L'indice déflaté de la FAO pour la viande ovine, descendu à 80 fin 2015, oscille désormais entre 100 et 110 après avoir atteint 125 en septembre dernier. Ce manque d'offre a surtout affecté la Nouvelle-Zélande alors que l'Australie recapitalise, profitant d'une accalmie dans les sécheresses qui s'intensifient avec le changement climatique.

En Europe, le *Brexit* officialisé en janvier 2021 aura déstabilisé les flux, avec une anticipation des sorties irlandaises et surtout britanniques en 2020, qui s'est traduite par une pénurie d'offre en 2021 avec une chute des abattages au Royaume-Uni (-10%) et en Irlande (-4%). Les importations du Continent étaient donc en fort recul, d'autant plus que la logistique demeurerait fortement perturbée. Malgré un sursaut de l'offre nationale (+2%), les prix ont flambé en France comme dans le reste de l'UE. La cotation de l'agneau français a ainsi atteint 8 €/kg éc fin 2021.

Elle est encore pratiquement à ce niveau fin juin 2022, en hausse de +13% d'un mois de juin à l'autre. Cependant, les coûts de production ont flambé bien davantage. L'indice des prix des intrants (IPAMPA) s'était déjà envolé avec la reprise post pandémie et les pénuries multiples, de +13,5% sur un an en décembre 2021 pour les éleveurs d'ovins viande et de +13,2% pour les ovins laitiers. L'invasion de l'Ukraine a mis le feu aux prix des aliments, de l'énergie et des engrais. En avril 2022, l'IPAMPA ovins viande était en hausse annuelle de +19,2% et l'IPAMPA lait de brebis de +20,0% ! L'inquiétude des éleveurs est d'autant plus vive que le printemps a été particulièrement sec dans la quasi-totalité des régions françaises et qu'on ne voit pas la fin de l'inflation.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne s'affirme en passe de finaliser un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande (et une offre de 38 kt à droit nul en 7 ans qui s'ajouterait aux 126 kt du contingent actuel)... Si la Nouvelle-Zélande privilégie actuellement les marchés chinois et étatsuniens, ne remplissant plus le contingent européen, qui peut anticiper les soubresauts géopolitiques de la décennie à venir ? Une nouvelle incertitude qui s'ajoute à celles, plus actuelles, de la conjoncture économique et météorologique.

Et pourtant la souveraineté alimentaire, dont l'élevage ovin reste un maillon important, est redevenue stratégique, après plusieurs décennies de libéralisation durant lesquels les gouvernants avaient cru pouvoir la reléguer dans les archives de l'Histoire !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Nouveau record de collecte sur la campagne 2020-2021

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La cotation des viandes a continué de progresser... face à la flambée des intrants

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Recul des exportations et importations de viande ovine au sein de l'UE

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Les importations chinoises et nord-américaines ont progressé

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES 2022

Vers une légère amélioration des flux mondiaux

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

HIVER

Suite à plusieurs années sèches, les éleveurs manquent de fourrages dans les secteurs les plus touchés.



Les cours atteignent des sommets historiques.

Malgré des abattages haussiers, le recul des importations de viande ovine s'est accentué, allégeant le marché français et tirant la cotation vers le haut dès le début d'année 2021.

Poursuite de la recapitalisation du cheptel en Australie, grâce à une météo plutôt clémente.

Le **Brexit** commercial est effectif depuis le 31 janvier 2021. Désormais, le Royaume-Uni fait transiter par la France une partie des flux de viandes destinés aux autres pays de l'UE, ce qui gonfle les données douanières françaises tant à l'import qu'à l'export.

Les abattages irlandais reculent avec les moindres flux d'agneaux en provenance d'Irlande du Nord, dont une partie est réorientée vers la Grande-Bretagne.



Entrée en vigueur de la **Loi de Santé Animale** le 21 avril 2021. Désormais les animaux de plus de 70 jours envoyés vers l'Espagne doivent être vaccinés contre la FCO.

Fête de Pâques
le 17 avril.

Mois du Ramadan
du 2 avril au 2 mai.

PRINTEMPS

Des conditions favorables à la pousse de l'herbe et à la constitution de stocks, mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous.



Le pic de la cotation de l'agneau lourd entrée abattoir a de nouveau été atteint pour Pâques 2021.

Elle était alors de 7,65 €/kg, soit 1,45 € de plus que pour Pâques 2020 et 0,98 € de plus qu'en 2019.



Stimulée par la forte pousse de l'herbe, **la collecte de lait de brebis** s'envole de +6% au deuxième trimestre.



Le cheptel reproducteur néozélandais

s'est de nouveau replié de -1% /2020, à 18,3 millions de brebis et agnelles saillies en juin 2021.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021



Discussions UE/N-Z :
nouveau cycle de négociations.

ÉTÉ

Fête de l'Aïd
El-Kébir du 9 au 13 juillet



Pluie régulière, favorable
au pâturage, avec plus
d'agneaux finis à l'herbe.



Après des achats moroses durant
l'été 2021 particulièrement
pluvieux, les festivités de l'Aïd
El-Kébir animent la demande
durant deux semaines.



Les prix des matières premières
s'envolent. Des éleveurs
sont en outre confrontés à des
problèmes d'approvisionne-
ment en tourteaux tracés
sans OGM.



Les cours élevés et la météo favorable
favorisent les sorties d'agneaux. Les
faibles reports accentuent le creux de
l'offre d'agneaux français de septembre
à novembre et stimulent la hausse
saisonnière de la cotation.



Nouvelle hausse de la collecte laitière
qui passe le seuil de 300 millions de litres sur la campagne d'octobre 2020 à septembre 2021, soit +2,9% par rapport à la précédente. Dans le même temps, le taux de MSU progresse de 0,7% et le prix du lait de 2,7%.

Des conditions météorologiques favorables au pâturage automnal.

AUTOMNE

Le 19 octobre, promulgation de la loi EGAlim2 : contractualisation obligatoire avec prise en compte des coûts de production, non-négociabilité du coût des ingrédients agricoles dans le prix de vente des produits alimentaires, indication du pays d'origine des produits agricoles.



Les attaques de loups
continuent à faire d'importants dégâts dans les territoires colonisés, de plus en plus nombreux.



Discussions UE/Australie:
le 12^{ème} cycle de négociations prévu à la mi-octobre est reporté suite à la « crise des sous-marins ». Pas d'échange d'offres tarifaires sur les produits agricoles.



Octobre : accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande.
le Royaume-Uni supprimera ses droits de douane sur 15 ans sur la viande d'agneau.

La cotation dépasse 8 €/kg fin 2021 :
la forte demande à l'approche des fêtes de fin d'année conjuguée à une offre française qui a reculé au 2nd semestre expliquent ce niveau record.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

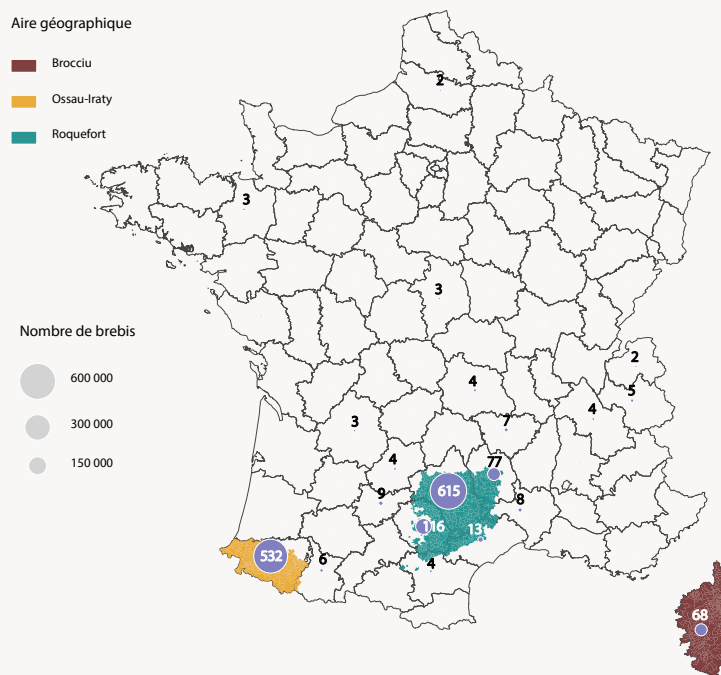
Nouveau record de collecte sur la campagne 2020-2021

La collecte de lait de brebis a dépassé la barre des 300 Ml pour la première fois, à l'issue d'une campagne 2020/2021 marquée par des conditions météorologiques favorables. Cette progression de la production a permis une augmentation des fabrications dans toutes les catégories de produits. Très dynamique jusqu'à mi 2021, la consommation des ménages s'est ensuite essouffée, jusqu'à repasser en dessous de son niveau de 2019 au dernier trimestre. A 1 032 €/1 000 l, le prix du lait payé aux éleveurs a augmenté de +2,7% d'une campagne à l'autre.



CHEPTEL 2019

REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT (2019)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BDNI / Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

4 500 exploitations

C'est le nombre d'exploitations détenant plus de 25 brebis ou agnelles laitières en 2019, d'après SPIE-BDNI.

Un cheptel concentré dans les aires d'appellations fromagères

D'après les dernières données BDNI consolidées, le cheptel national de brebis et agnelles laitières s'établissait à 1,54 million de têtes en 2019, en légère baisse par rapport à 2018 (-0,8%).

Le cheptel français se concentre massivement dans 6 départements, qui regroupent à eux seuls 84% des exploitations détentrices de plus de 25 ovins lait et un peu plus de 92% du cheptel national. L'Aveyron est le département qui compte le plus de brebis et agnelles laitières (615 000, -1% /2018), devant les Pyrénées-Atlantiques (532 000, +0,7%), le Tarn (116 000, -2%), la Lozère (77 000 têtes, -6%), et les deux départements corses (68 000, -12%). Ces départements ont en commun l'appartenance de toute ou partie de leur territoire à une aire d'appellation fromagère : l'AOP Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour les départements Corse et le Roquefort pour les trois autres départements cités. Les systèmes d'élevage (race, dimension des cheptels, systèmes d'alimentation...) diffèrent fortement entre ces régions.

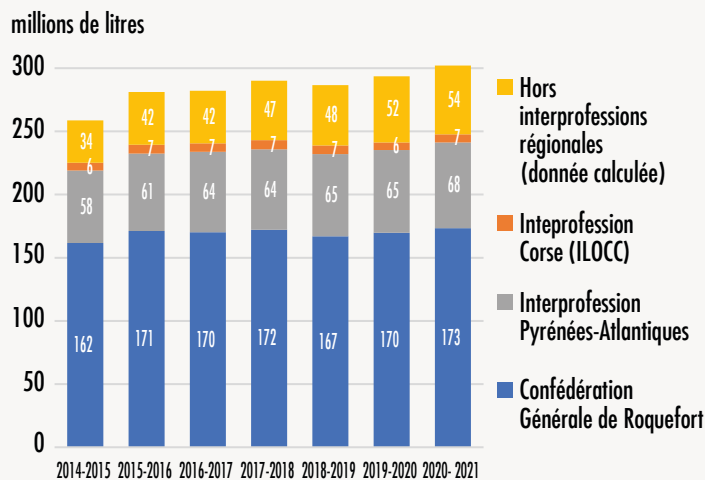
En nombre d'exploitations ovins lait, le département des Pyrénées-Atlantiques (1 733) devance l'Aveyron (1 267). À eux deux ils regroupent les deux tiers des exploitations françaises.

Plus d'une brebis laitière sur 10 élevée en bio

Selon les données de l'Agence Bio, environ 156 000 brebis laitières étaient certifiées bio en 2020, en hausse de +13%/2019, réparties dans 712 exploitations localisées à 90% dans l'Aveyron et la Lozère.

COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et interprofessions

302 millions de litres

C'est le nouveau record de collecte établi sur la campagne 2020-2021 en France

Hausse sensible de la collecte

Sur la campagne 2020/2021 (allant d'octobre à septembre), d'après FranceAgriMer, la collecte cumulée a dépassé les 300 MI pour la première fois (302 MI collectés exactement), en hausse de +2,9% par rapport à la campagne précédente, soit près de 10 millions de litres supplémentaires.

Cette forte croissance s'explique en premier lieu par la qualité des fourrages récoltés en 2020, mais également par un printemps 2021 favorable à la pousse de l'herbe et au pâturage, qui a stimulé la production au cours des mois d'avril à juin (+5,5MI, soit +6% /2020). Elle découle également d'un besoin accru en lait d'une partie des transformateurs, souhaitant répondre à une demande dynamique, notamment en début de campagne (+3MI entre octobre et décembre 2020, soit +6% sur un an). Cette campagne confirme la tendance à un étalement de la collecte, en lien notamment avec des démarrages de lactation plus précoces en Occitanie, qui vise à limiter le creux de collecte en fin d'été.

Cette progression est homogène entre les trois principales régions de production (environ +3% en Occitanie et Corse, +4% en Nouvelle-Aquitaine). La collecte hors interprofessions, issue d'exploitations se situant majoritairement en Occitanie, a continué de croître (+2MI soit +4%).

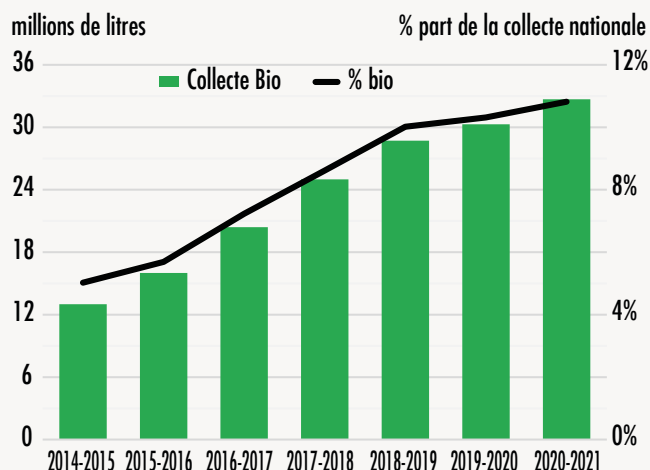
La collecte de lait de brebis biologique a atteint un niveau record sur 2020-2021, à près de 32,7 MI, soit une progression de +8% par rapport à la campagne 2019-2020. Cette croissance a été plus forte que celle connue en 2019/2020 (+5%), malgré une progression équivalente du nombre de livreaux (autour de +4%). Le bio représente 11% de la collecte nationale de lait de brebis en 2021, contre 5,5% en lait de vache, et 3% en lait de chèvre.

Cet essor du bio pourrait désormais être contrarié par une demande moins dynamique, qui progresse moins vite que l'offre, et se traduit par la constitution d'excédents (et donc de déclassements) chez plusieurs opérateurs.

Appréciation plus nette des prix

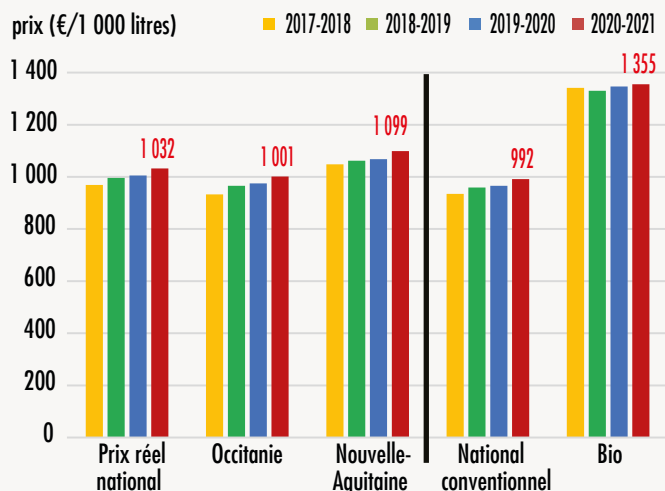
Le prix réel du lait de brebis a atteint 1 032 €/1 000 l en moyenne sur la campagne 2020-2021, en hausse de +2,7% (soit +27 €/1 000 l) par rapport à la campagne précédente. Cette progression du prix payé s'explique par une hausse du prix standard de +2% (+20 €, à 1 013 €/1 000 l), combinée à un enrichissement de la teneur moyenne en MG (+0,4 g/l à 74,26 g/l) et surtout en MP (+0,5 g/l à 56,77 g/l). La hausse est homogène entre les principaux bassins de production. Cette revalorisation résulte notamment d'une demande dynamique pour les produits au lait de brebis ces dernières années, ce qui aiguise la concurrence entre les opérateurs pour la ressource laitière.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE



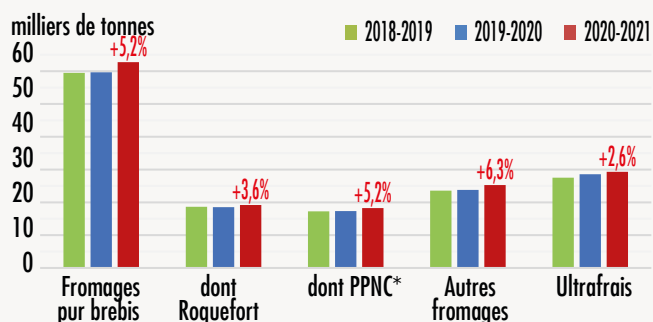
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

FABRICATIONS & CONSOMMATION

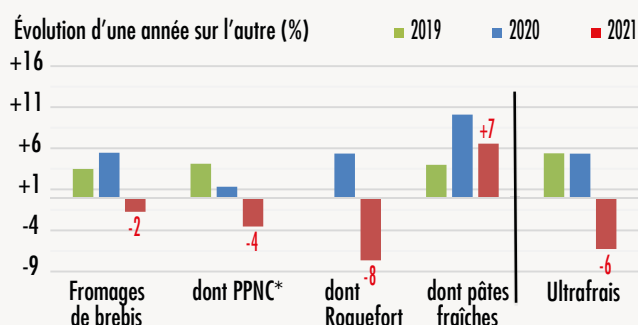
FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar / FAM

Hausse des fabrications dans toutes les catégories

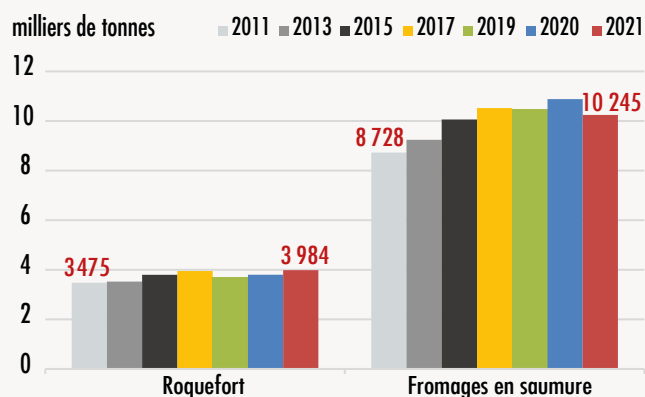
Stimulées par une demande dynamique et une collecte en hausse, les fabrications ont progressé dans toutes les catégories de produits. Les fabrications de fromages « pur brebis », qui absorbent près de 90% des volumes collectés, ont progressé de +5,2%, à 63 000 t sur la campagne 2020-2021. Celles de Roquefort ont dépassé les 19 000 tonnes pour la première fois depuis 2016, en hausse de +3,6%. Les pâtes pressées non cuites ont également connu une forte croissance, moins liée à la progression des fabrications d'Ossau-Iraty (+1%, à 5 030 tonnes) qu'à celle des autres PPNC (+13%). La croissance des fabrications d'« autres fromages » s'explique par la poursuite de la belle dynamique des fromages à salade (en saumure de type féta). Enfin, les fabrications d'ultra-frais ont crû (+2,6%) malgré un net ralentissement en fin de campagne.

Année contrastée pour la consommation

D'après Kantar, après une année 2020 très favorable, la consommation des produits au lait de brebis a globalement reculé en 2021. La baisse modérée de la consommation de fromages de brebis (-2%/2020) masque en fait des réalités contrastées entre les différentes familles de produits. Les achats des ménages en pâtes pressées non cuites sont retombés en dessous de leur niveau de 2019 après le sursaut en 2020 (-4%/2020). C'est également le cas des achats de Roquefort, qui ont retrouvé leur tendance baissière antérieure à la pandémie, cédant -8%/2020. De leur côté, les fromages en saumure ont poursuivi leur forte progression (+7%). Cette dynamique s'inscrit dans une tendance d'évolution des modes de consommations du fromage, de plus en plus souvent intégré dans les plats. Après plusieurs années consécutives de hausse rapide, la consommation d'ultra-frais a marqué un coup d'arrêt (-6%/2020). La consommation des ménages de produits au lait de brebis a souffert de la réouverture de la RHD au 2nd semestre, au cours duquel les achats de fromages de brebis ont davantage reculé (-9%/2020) que l'ensemble des fromages toutes espèces (-6%/2020).

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2021

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

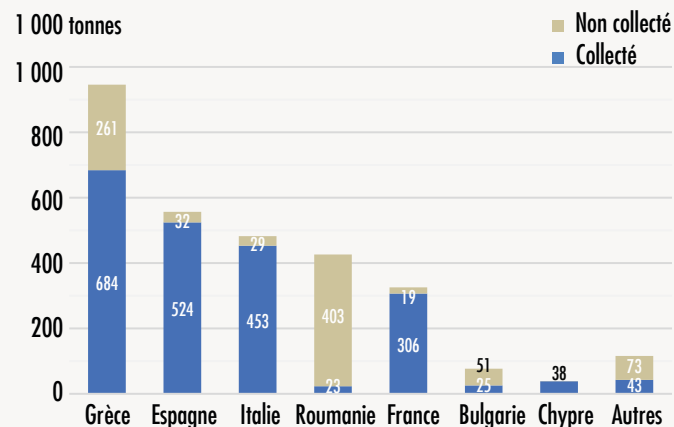
Les exportations de pâtes fraîches s'essouffent

Après plusieurs années de progression continue, les exportations des fromages de brebis en saumure se sont essouffées en 2021. Leurs envois ont baissé de -6% sur un an, à 10 250 t, et sont même repassés sous leur niveau de 2019. En cause, le repli des achats allemands (-17%/2020), qui ont représenté les deux tiers des exports français, et dans une bien moindre mesure la baisse des envois vers le Moyen Orient (-35%), la Belgique (-20%), et les États-Unis (-18%).

Au contraire, les expéditions de Roquefort ont repris, de +5% à 3 984 t en 2021, grâce à un développement des envois vers les pays de l'UE-27 (+8%) -qui représentent les trois quarts des expéditions totales- ainsi que vers les pays tiers (+4%). Le rebond des expéditions vers les États-Unis (+27%, à 325 t) contribue à cette hausse.

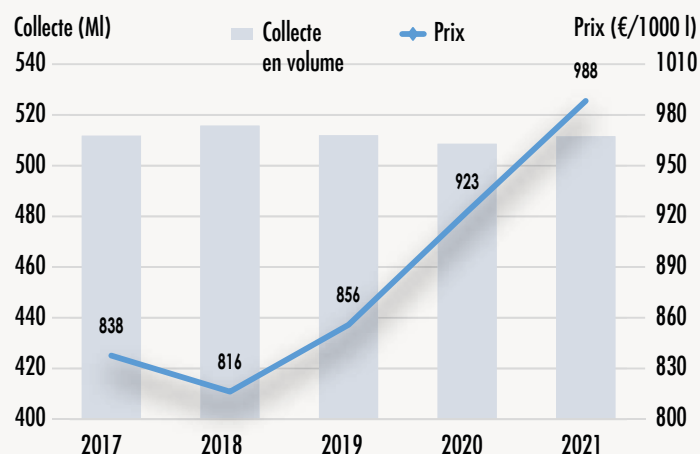
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2020



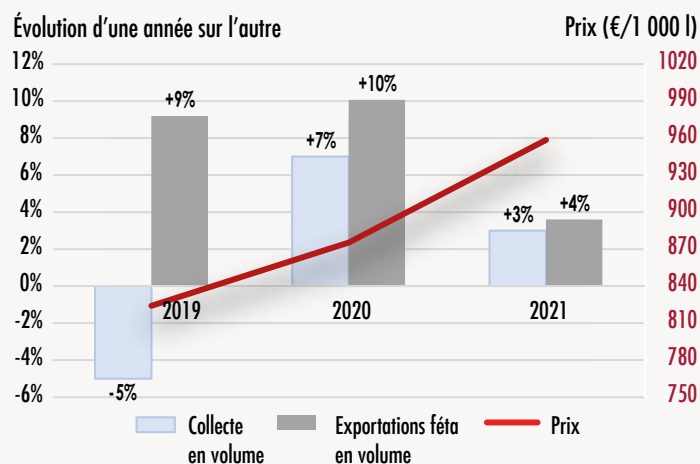
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COLLECTE ET PRIX DU LAIT DE BREBIS EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEGA

COLLECTE, EXPORTATIONS ET PRIX DU LAIT EN GRÈCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Elgo

Conjoncture européenne ferme

À près de 2,1 Mt en 2020, la collecte européenne de lait de brebis se concentre à 94% en Grèce, Espagne, Italie et France. En 2021, le prix du lait de brebis a progressé dans tous ces pays, en raison de tensions sur les disponibilités laitières au niveau européen.

En Espagne : forte hausse des prix, faible croissance de la collecte

En **Espagne**, le prix du lait de brebis a progressé pour la 4ème campagne consécutive, de +7 % /2020 à 988 €/1 000 l en 2021. L'offre nationale peine à satisfaire la demande des laiteries, en raison notamment d'une collecte qui stagne depuis 2017. La filière est en proie à une forte restructuration, visible dans la chute rapide du nombre de livreurs (-7% en 2019, -6% en 2020, -4% en 2021 au pic de collecte), jusqu'alors compensée par la hausse des volumes livrés par ferme. En 2021, la collecte a très légèrement progressé (+1% /2020). En recul de janvier à avril, les livraisons se sont ensuite redressées sous l'impulsion d'une accélération de la hausse des prix, et de conditions météorologiques favorables. La hausse des charges d'alimentation a particulièrement pénalisé les élevages intensifs de *Castilla y León*, peu autonomes, qui ont vu leur production reculer de -1% /2020. À l'inverse, en *Castilla-La Mancha*, la collecte est restée dynamique (+3% /2020), ce qui a permis aux fabrications de Manchego d'atteindre un niveau record, à 17 100 tonnes. Ces dynamiques divergentes peuvent s'expliquer par un accroissement de l'écart du prix payé dans ces deux régions : 1 090 €/1 000 l en *Castilla-La Mancha* (avec une hausse de +23% pour les producteurs de Manchego) contre 925 €/1 000 l en *Castilla y León*.

Envolée du prix en Grèce

En **Grèce**, le prix du lait a atteint des niveaux inédits lors de la dernière campagne, à 958 €/t de lait, soit +13% /2020. Au dernier trimestre, le prix moyen s'est même envolé à 1 161 €/t, une hausse de +27% /2020. Depuis plusieurs années, la production ne progresse pas suffisamment rapidement pour répondre à une demande très ferme, notamment pour la fabrication de fêta. En 2020, pour la troisième année consécutive, la croissance de la collecte (+3%, à 708 000 t) a été inférieure à celle des exportations de fêta (+4%, à 83 645 t). Cette situation se traduit par une tension sur les disponibilités laitières, renforcée par la baisse des importations de lait vrac, dans un contexte de disponibilités européennes tendues. En outre, les disponibilités de fêta sont amoindries depuis la découverte de fraudes par l'Autorité de Contrôle compétente ELGO-DIMITRA, qui a conduit à l'interdiction de commercialiser de la fêta AOP pour plusieurs opérateurs.

En **Italie**, les fabrications de Pecorino ont atteint un record sur la campagne 2020/2021, à 34 300 t, tirées par un rebond des exportations (21 200 t, +13% /2020), qui sont revenues à leur niveau de 2019. À 8,8 €/kg en 2021 (moyenne annuelle), la cotation du Pecorino-Romano s'est fortement appréciée pour la deuxième année de suite, de +19% /2020 après +37% entre 2019 et 2020.



3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La cotation des viandes a continué de progresser... face à la flambée des intrants

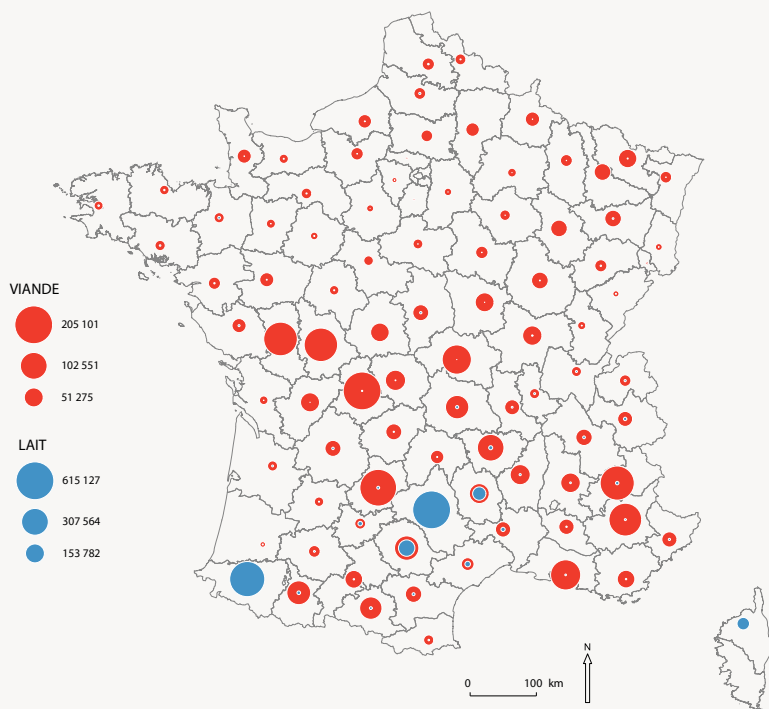


Malgré une hausse de la production en France, due à des imports de vifs très dynamiques, les disponibilités ont encore reculé avec des importations de viande ovine encore réduites, ce qui a renforcé les tensions déjà à l'œuvre en 2020 sur le marché de l'agneau. La cotation a atteint des niveaux historiquement élevés, s'approchant des 8 €/kg en fin d'année. Cette hausse des cours de l'agneau s'est toutefois accompagnée d'une flambée des prix de l'aliment, des engrais et du carburant. Le repli de l'offre au Royaume-Uni, en Irlande et en Nouvelle-Zélande a nettement limité les importations françaises de viande ovine faisant de nouveau reculer la consommation nationale.

CHEPTEL 2019

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES (VIANDE ET LAIT)

Cheptels départementaux de brebis et agnelles saillies en 2019



5,7 millions

C'était le nombre de brebis et d'agnelles saillies présentes en France en 2019.

D'après la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI), dont les données sont remontées via les Établissements Départementaux de l'Élevage, le cheptel français en 2019 se composait de 5,6 M de brebis et agnelles saillies, soit un recul de -1,4% /2018. La tendance est en baisse depuis les années 1980 où ce chiffre approchait les 10 M de têtes.

Les 4 régions du sud de la France (Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentraient environ 80% des brebis.

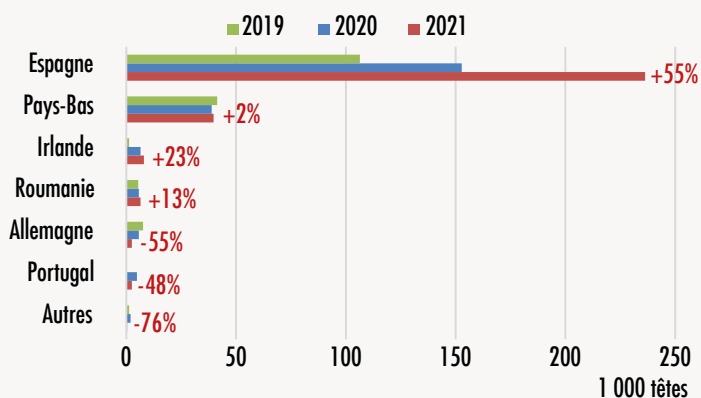


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la BDNI; Cartographie Cartes & Données - © Artique

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2021

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

Avec près de 76 000 têtes de plus qu'en 2020, les importations françaises d'ovins vivants ont de nouveau augmenté de +34% d'une année sur l'autre en 2021.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

298 000 têtes

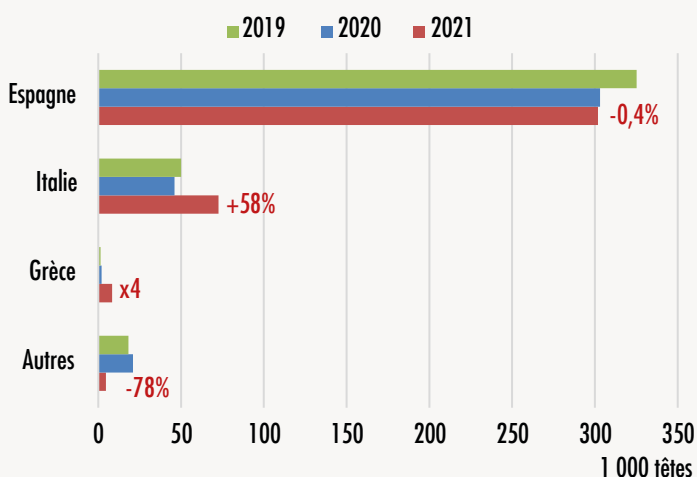
C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2021.

Ce fort rebond des achats repose sur celui des importations d'agneaux (+35% /2020 à 280 000 têtes, soit +73 000 têtes), provenant majoritairement d'**Espagne** (+57% à 219 000 têtes) et, dans une moindre mesure, des **Pays-Bas*** (+3% à 40 000 têtes).

Les importations d'ovins adultes, ont aussi progressé, de +20% par rapport à 2020 (+3 000 têtes à 18 000 têtes). C'est de nouveau l'**Espagne** qui est responsable de cette progression (+27% à 18 000 têtes). L'Espagne reste ainsi de loin notre 1^{er} fournisseur d'ovins vifs, avec 236 000 têtes en 2021, soit une hausse de +55% /2020. Les imports d'ovins vifs ont représenté 7% des abattages français en 2021, contre 5% en 2020.

*Attention, le port de Rotterdam aux Pays-Bas est une plaque tournante.

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

+15 000 têtes

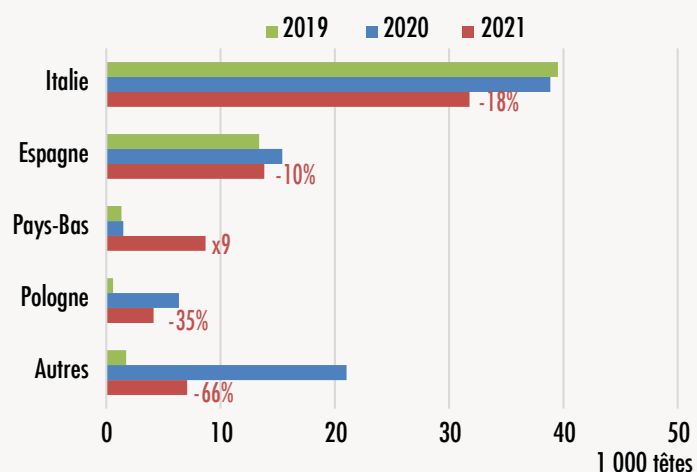
C'est la hausse des exportations françaises d'agneaux vivants en 2021.

Après avoir reculé en 2020, les envois d'agneaux ont augmenté en 2021, avec 381 000 têtes exportées (+4%).

Les très fortes hausses vers l'**Italie** (+58% à 73 000 têtes) et la **Grèce** (x 4 à 8 000 têtes) ont plus que compensé la très légère baisse des envois vers l'**Espagne**, de loin le premier débouché, mais aussi l'arrêt des envois vers Israël et le net repli vers l'Allemagne.

Les faibles envois vers le **Liban** ont légèrement rebondi (+20% à 750 têtes) tandis que ceux vers la Libye n'ont pas redémarré.

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

-18 000 têtes

C'est la baisse des exportations françaises d'ovins adultes vivants en 2021.

Après un bon niveau en 2020, les envois français d'ovins adultes vivants se sont repliés en 2021 (-21% /2020).

Malgré des exports multipliés par 9 vers les **Pays-Bas** (à 9 000 têtes), ceux-ci étaient en recul vers l'**Italie** (-18% à 32 000 têtes) et à l'arrêt vers la **Jordanie** en 2021 (13 000 têtes en 2020), ce qui a fait plonger le nombre total d'ovins de réforme exportés.

Les envois ont baissé à destination de l'**Espagne** (-10% à 14 000 têtes) et de la **Pologne** (-35% à 4 000 têtes). Des envois vers le **Liban**, la **Hongrie** et la **Roumanie** ont été constatés (respectivement 1 600, 1 600 et 840 têtes).

Comme chaque année, les envois d'ovins toutes catégories se sont principalement orientés vers l'**Espagne** (-0,4%, à 302 000 têtes) et l'**Italie**, avec des agneaux majoritairement issus du cheptel laitier, expédiés pour les fêtes de fin d'année.

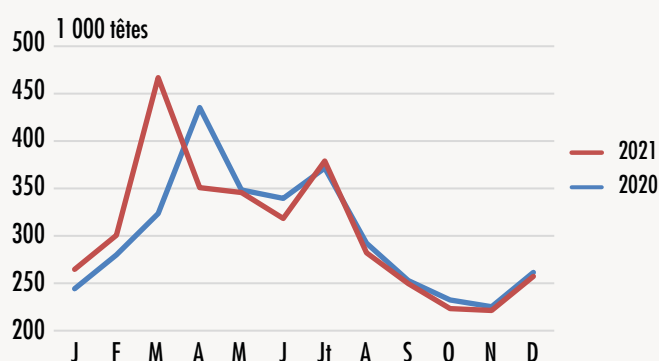
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

81 570 téc

C'est la production abattue de viande ovine en France en 2021.

PRODUCTION 2021

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



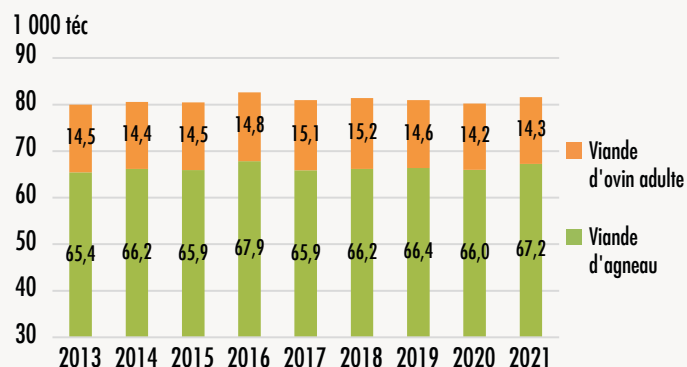
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,7 millions de têtes au total, les abattages contrôlés d'agneaux ont légèrement augmenté en 2021 (+1,5% /2020).

Les sorties d'agneaux des exploitations françaises ont été quasiment stables en 2021 (-0,1% soit -5 000 têtes /2020), à 3,8 millions de têtes. Les importations d'agneaux vivants, de nouveau particulièrement dynamiques (+73 000 têtes), sont venues compléter les effectifs français, face à des exportations en hausse de +4% (+15 000 têtes). *In fine*, les abattages d'agneaux en France ont légèrement augmenté d'une année sur l'autre (+ 1,5% soit +53 000 têtes /2020).

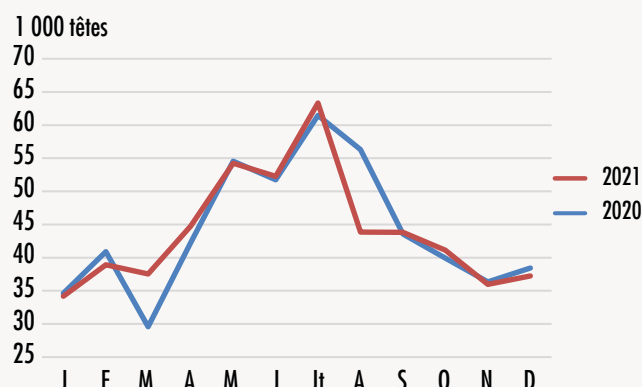
Au 1^{er} semestre les abattages ont été plutôt élevés, notamment lors du pic des sorties pour Pâques. En 2020, ils avaient été contenus en raison du confinement instauré face à la pandémie de covid-19. Ils ont ensuite baissé à l'automne, le cours déjà historiquement élevé de l'agneau lourd entrée abattoir n'ayant pas incité beaucoup d'éleveurs à du report.

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Les abattages contrôlés d'ovins adultes ont de nouveau baissé en 2021, mais de façon moins marquée qu'entre 2019 et 2020.

Les réformes d'ovins adultes des exploitations françaises ont nettement baissé entre 2020 et 2021, de -4%, à 575 000 têtes. Les abattages n'ont que légèrement reculé (-0,4%, à 527 000 têtes) du fait de la forte baisse des exports en vif (-18 000 têtes /2020) et du léger rebond des imports (+ 3 000 têtes).



La hausse des effectifs abattus d'agneaux, avec des poids moyen de carcasse stables et en hausse pour les réformes, a induit un rebond de +2% de la production française de viande ovine en 2021 (à 81 600 téc).

Après avoir été stable entre 2019 et 2020, le poids de carcasse moyen des agneaux français a progressé de 100 g en 2021 : +0,4% à 18,4 kgéc. Avec des abattages en augmentation, la production abattue de viande d'agneau a donc progressé, de +2% /2020, à 67 000 téc.

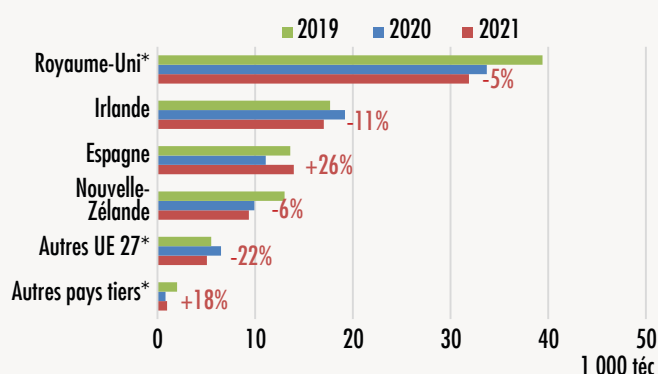
Le poids carcasse moyen des réformes ayant augmenté en 2021 (+1% /2020 à 27,2 kg), la production de viande d'ovins adultes abattue a progressé d'autant : +1%, à 14 300 téc.

78 300 téc

C'est le volume de viande ovine importé à destination du marché français en 2021.

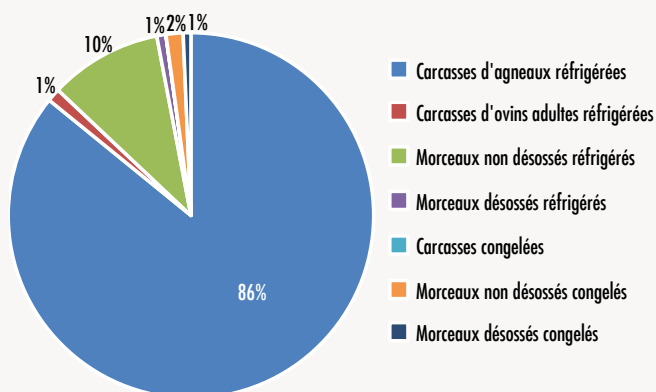
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2021

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES*



*Volume estimé et destiné au marché (après neutralisation du ré-export)
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES**



** Données brutes avant correction des réexports pour Royaume-Uni
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine ont de nouveau reculé en 2021, de -4% /2020 mais -13% /2019, à 78 300 téc*. Hormis ceux originaires d'Espagne, les achats ont baissé en provenance de nos principaux fournisseurs : Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Irlande.

En 2021, la répartition des formes de viande ovine importées a été modifiée : pour faciliter ses envois post-*Brexit*, le Royaume-Uni a fait transiter par la France une bonne part de ses expéditions de viande ovine vers ses clients de l'UE-27 (Allemagne, Italie, Pays-Bas...). La part de carcasses réfrigérées dans le total importé en France est donc « gonflée » par de la viande britannique en transit, tout comme à l'export. La viande ovine importée en France, à destination des consommateurs Français, l'est en général principalement sous forme réfrigérée : 85% en 2020, avec 48% de carcasses d'agneaux et 17% d'ovins adultes. La plus grande part des importations de viande ovine provient du Royaume-Uni, dont l'essentiel est réfrigérée (95% en 2020). Les découpes représentent environ un tiers des importations : la viande ovine néozélandaise importée l'est sous forme de découpes. Suivent les morceaux non désossés réfrigérés (14% du total en 2020), les morceaux désossés réfrigérés (7%), les morceaux non désossés congelés (8%) et les morceaux désossés congelés (6%). L'offre étant de plus en plus parcimonieuse, le prix moyen des viandes ovines importées (réexport compris) était en hausse de 1,37 € d'une année sur l'autre, à 7,11 €/kg éc en 2021. Cette baisse des volumes importés était due au repli des disponibilités chez nos principaux fournisseurs, ainsi qu'au choix de la Nouvelle-Zélande de réorienter ses flux vers d'autres marchés.

En 2019, face aux incertitudes liées au *Brexit*, les Britanniques avaient produit et exporté abondamment, ce qui avait amputé leur cheptel. La production et les exportations du Royaume-Uni furent alors mécaniquement ralenties l'année suivante. En 2021, les sorties précoces d'agneaux fin 2020, le net repli des importations de vifs ainsi que des difficultés à l'export (post-*Brexit*) expliquent l'effondrement des abattages. Les exportations en ont été d'autant limitées, notamment vers la France, même si le Royaume-Uni en est demeuré le 1^{er} fournisseur, préservant

41% des parts de marché. 86% des volumes importés du Royaume-Uni étaient des carcasses d'agneaux réfrigérées en 2021, contre 72% en 2020, du fait du réexport. Leur prix moyen s'établissait à 7,15 €/kg éc, en hausse de +25% /2020.

La baisse de la production et des envois de Nouvelle-Zélande en 2021 ainsi que la réorientation de ses expéditions vers la Chine et vers l'Amérique du Nord ont réduit les disponibilités et entraîné un nouveau repli des expéditions vers l'Hexagone (-6% à 9 400 téc, soit 12% des imports français, comme en 2020). Elles sont entièrement composées de découpes (58% « chilled »), pour moitié de gigots (49% des volumes). Le prix moyen de la viande ovine néozélandaise importée en France s'est faiblement apprécié, de +1% à 6,48 €/kg éc.

L'Irlande a quant à elle souffert d'une chute de sa production de viande ovine, notamment due au repli des envois d'ovins vifs nord-irlandais réorientés vers la Grande-Bretagne. Les importations françaises de viande irlandaise ont chuté de -11% /2020, à 17 000 téc, et leur part de marché est ainsi passée de 23% à 22% en 2021. Elles sont principalement constituées de carcasses réfrigérées d'agneaux (32% en 2021 au prix moyen de 7,53 €/kg éc), de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (32%) et de découpes réfrigérées (14%).

Les importations françaises de viande ovine espagnole ont à l'inverse bondi de +26%, à 14 000 téc, pour représenter 18% des achats extérieurs (13% en 2020). Ces importations comptaient notamment 61% de carcasses d'agneaux réfrigérées, 16% plus chères qu'en 2020 (à 6,78 €/kg éc), et 24% de carcasses d'ovins adultes réfrigérées. Après avoir été très impactée par la pandémie, la filière ovine espagnole s'est redressée en 2021. Sa production ainsi que ses exportations de viande ovine sont nettement reparties à la hausse, avec des flux de vifs en repli.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

54%

C'est la part de la viande ovine française dans la consommation nationale en 2021.

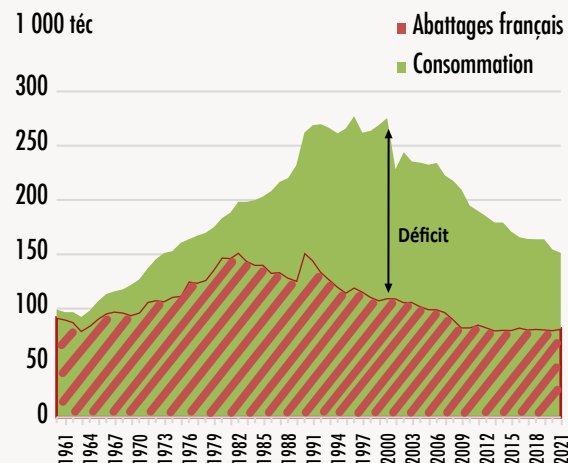
CONSOMMATION 2021

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2018	2019	2020	2021	2021/20
Abattages contrôlés	110	83	81	81	80	82	+2%
Imports vifs	10	7	3	2	3	4	+29%
Exports vifs	7	10	3	4	5	4	-6%
Production indigène brute	107	85	82	83	82	82	=
Imports viande	175	121	92	91	81	78*	-4%
Exports viande	9	9	9	8	7	8	+20%
Consommation	275	195	164	164	155	151	-2%
Population (millions hab.)	61	65	67	67	67	68	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,4	2,4	2,3	2,2	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises
*Viandes britanniques en transit non comprises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



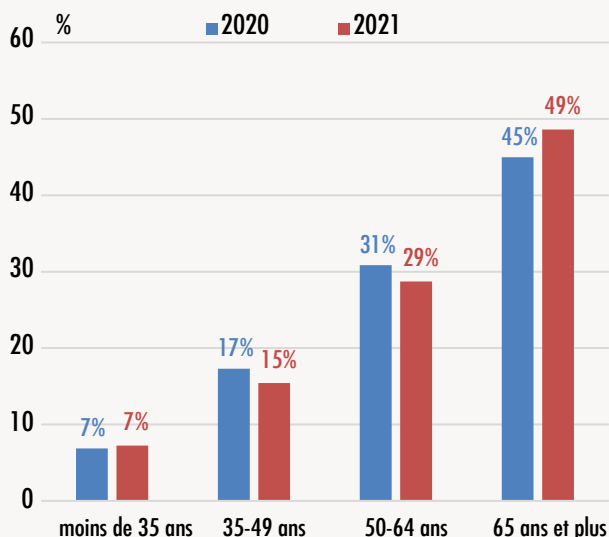
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

La consommation française de viande ovine a encore chuté en 2021

Outre la météo pluvieuse responsable d'achats estivaux moroses, c'est avant tout le manque d'offre en France, dû au fort recul des importations de viande ovine, qui a engendré un nouveau repli de la consommation nationale en 2021. Calculée par bilan, celle-ci a reculé de 3 100 téc, à 151 000 téc. La consommation par habitant est ainsi estimée à 2,2 kg équivalent carcasse en 2021, soit -2% /2020 et moitié moins qu'en 2000 ! À long terme, les acteurs de la filière redoutent une moindre présence et une perte de visibilité de la viande d'agneau dans les rayons boucherie.

La part de la viande issue des abattages français dans la consommation nationale a de nouveau augmenté, atteignant 54% (contre 47% en 2020 et 44% en 2019). Le reste est assuré notamment par les viandes britannique (21%), irlandaise (11%), espagnole (9%) et néozélandaise (6%), dont les parts de marché ont donc baissé.

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS PAR CLASSES D'ÂGE



*Hors Abats Hors Gros Achats - Dont élaborés

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar Worldpanel

D'après les données extrapolées du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont baissé de -4% en 2021 par rapport à 2020.

44% des ménages français ont acheté de la viande ovine pour leur consommation à domicile en 2021 (contre 46% en 2020), avec en outre une **baisse** de leur fréquence d'achat (en moyenne 4 achats).

Les ménages les plus âgés (**plus de 65 ans**) restent les plus gros acheteurs, avec 49% des volumes en 2021, en hausse de 4 points en un an ; les parts de marché des 50 à 64 ans et des 35 à 49 ans ont en revanche reculé - de 2 points chacune - à respectivement 29% et 15%. Les achats des ménages les plus jeunes - **moins de 35 ans** - ont très légèrement progressé entre 2020 et 2021.

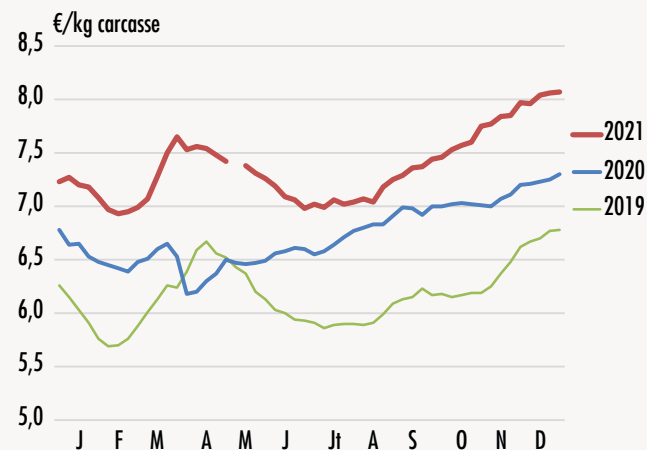
57% des volumes ont été achetés en hypermarchés et supermarchés (-5% /2020), 35% en circuits spécialisés (-2%), incluant notamment les boucheries, 5% dans les supérettes de proximité (+1%) et 3% en *hard discount* (-4%).

Dans le même temps, la consommation des ménages hors domicile, notamment en restauration commerciale, aurait sensiblement progressé, après avoir chuté en 2020, compte tenu du moindre recul de la consommation totale par bilan (-2% /2020) et de l'arrêt des confinements à partir du printemps 2021.

PRIX 2021

PRIX MOYEN PONDÉRÉ DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 7,37 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français s'est envolé en 2021, de +0,64 €/kg par rapport à 2020.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

7,37 €/kg de carcasse

C'était le prix moyen pondéré de l'agneau en France en 2021.

Une cotation française reflétant le bas niveau de l'offre

En tout début d'année, la cotation est restée élevée avant de débiter sa traditionnelle baisse saisonnière : les disponibilités et les achats étant dynamiques depuis novembre 2020.

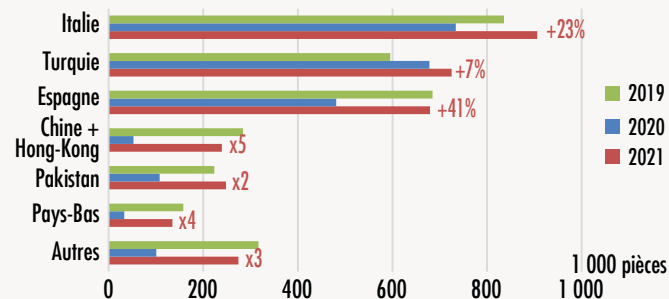
Le pic de Pâques a bien eu lieu

Après une année 2020 perturbée par les restrictions sanitaires, où le traditionnel pic de Pâques avait laissé place à un creux, la situation est quasiment revenue à la normale en 2021, permettant en tout cas la rencontre d'une offre et d'une demande élevées. Les disponibilités étant fébriles, la cotation a atteint 7,65 €/kg, surpassant de 1,45 € son niveau de Pâques 2020. Elle a ensuite chuté, l'offre étant toujours élevée face à des achats peu dynamiques puis a rebondi, sous l'effet de sorties modestes d'agneaux de contre-saison. Durant les fêtes de fin d'année, celle-ci a dépassé les 8 €/kg.

EXPORTATIONS DE PEAUX D'OVINS 2021

Après une année 2020 fortement perturbée par la pandémie de covid-19, le marché de la laine et des peaux ovines s'est redressé en 2021. Les envois sont repartis à la hausse en laine comme en peaux, signe d'une reprise des flux mondiaux.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

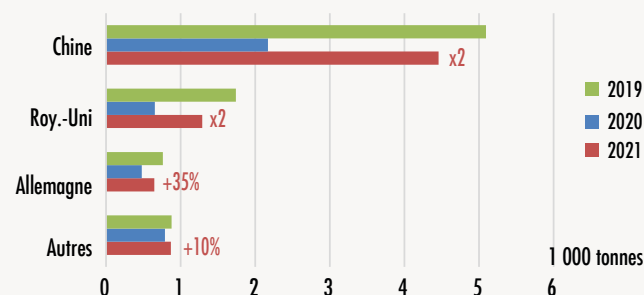
Après s'être effondrées en 2020, les exportations françaises de peaux lainées se sont redressées en 2021 (+47% /2020, à 3,2 M de pièces).

Les envois de peaux lainées d'agneaux (70% des envois) ont bondi de +25% /2020. À 3,20 €/pièce, leur prix moyen s'est légèrement érodé, de -1% d'une année sur l'autre, après avoir chuté en 2020 à leur plus bas niveau de prix depuis 2009.

Après avoir chuté de 60% entre 2019 et 2020, les envois de peaux lainées d'ovins adultes ont plus que doublé en 2021, atteignant 990 000 pièces. Le prix unitaire est redescendu à 4,44 €/pièce, après avoir bondi en 2020, à 7,26 €/pièce.

EXPORTATIONS DE LAINE 2021

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Après avoir été divisées par deux entre 2019 et 2020, les exportations françaises de laine ont nettement rebondi en 2021, avec +77% /2020.

Les envois ont en effet fortement doublé vers deux des trois principales destinations de la France : la Chine et le Royaume-Uni. Ils ont progressé moins vite, de +35%, vers l'Allemagne.

Leur prix unitaire a encore baissé de -9% /2020, à 1,24 €/kg, soit 3 fois moins que le niveau atteint au début des années 2000...



4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Recul des exportations et des importations de viande ovine au sein de l'UE

Grâce à des abattages en hausse et un net repli des exportations de viande ovine, la consommation par bilan s'est légèrement redressée en 2021 dans l'UE à 27. Les importations de viandes ovines ont par ailleurs chuté dans la majorité des pays membres, en premier lieu en provenance d'Océanie où les moindres disponibilités ont été orientées en priorité vers la Chine. D'autre part, le Brexit commercial, effectif début 2021, a redistribué les cartes au sein de l'UE, d'autant que les disponibilités outre-Manche étaient réduites... Les prix de l'agneau dans tous les principaux pays producteurs d'agneau sont logiquement restés élevés tout au long de l'année.

46,8 millions de têtes

C'était le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 27 en décembre 2021

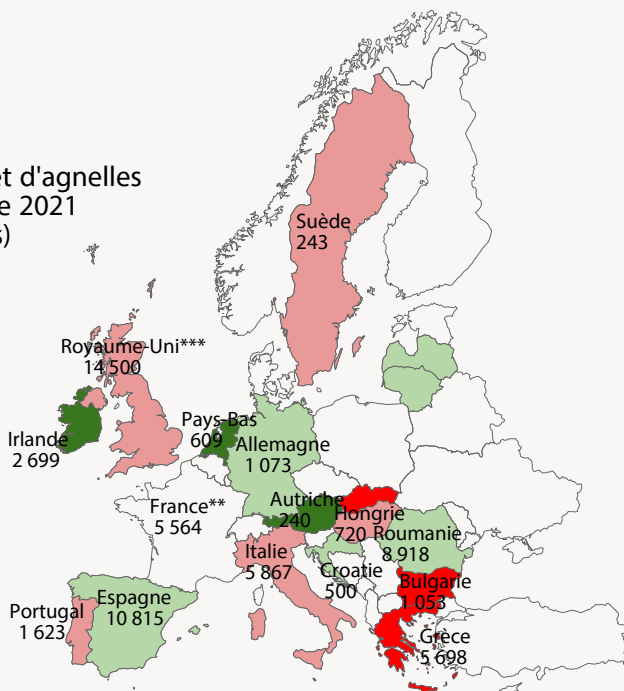
CHEPTEL 2020

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE + ROYAUME-UNI*

Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2021 (en milliers de têtes)

Évolution du cheptel de brebis et d'agnelles saillies entre déc. 2020 et déc. 2021

- de -12 à -5 %
- de -5 à -2 %
- de -2 à 2 %
- de 2 à 5 %
- de 5 à 3 %



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur de l'UE à 27 aurait légèrement baissé entre fin 2020 et fin 2021, de -3% ; la hausse des cheptels allemands (+13 000 têtes) et irlandais (+56 000 têtes) n'a que marginalement atténué la baisse des cheptels reproducteurs grec, espagnol, italien et britannique (-1,5 M de têtes au total). La sortie du Royaume-Uni de l'UE a nettement entamé le cheptel européen : le cheptel britannique comptait en effet pour 22% des effectifs de reproducteurs dans l'UE à 28.

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués sur la carte.

** Seule une estimation du cheptel français est disponible pour déc.2021. Cependant, ces données SSP de cheptel ovine ne sont pas comparables aux données de déc. 2020 ou déc.2019. Ce qui explique l'absence d'évolution du cheptel français.

*** On présente le cheptel britannique même post-Brexit car Royaume-Uni essentiel dans la dynamique des marchés de l'agneau.

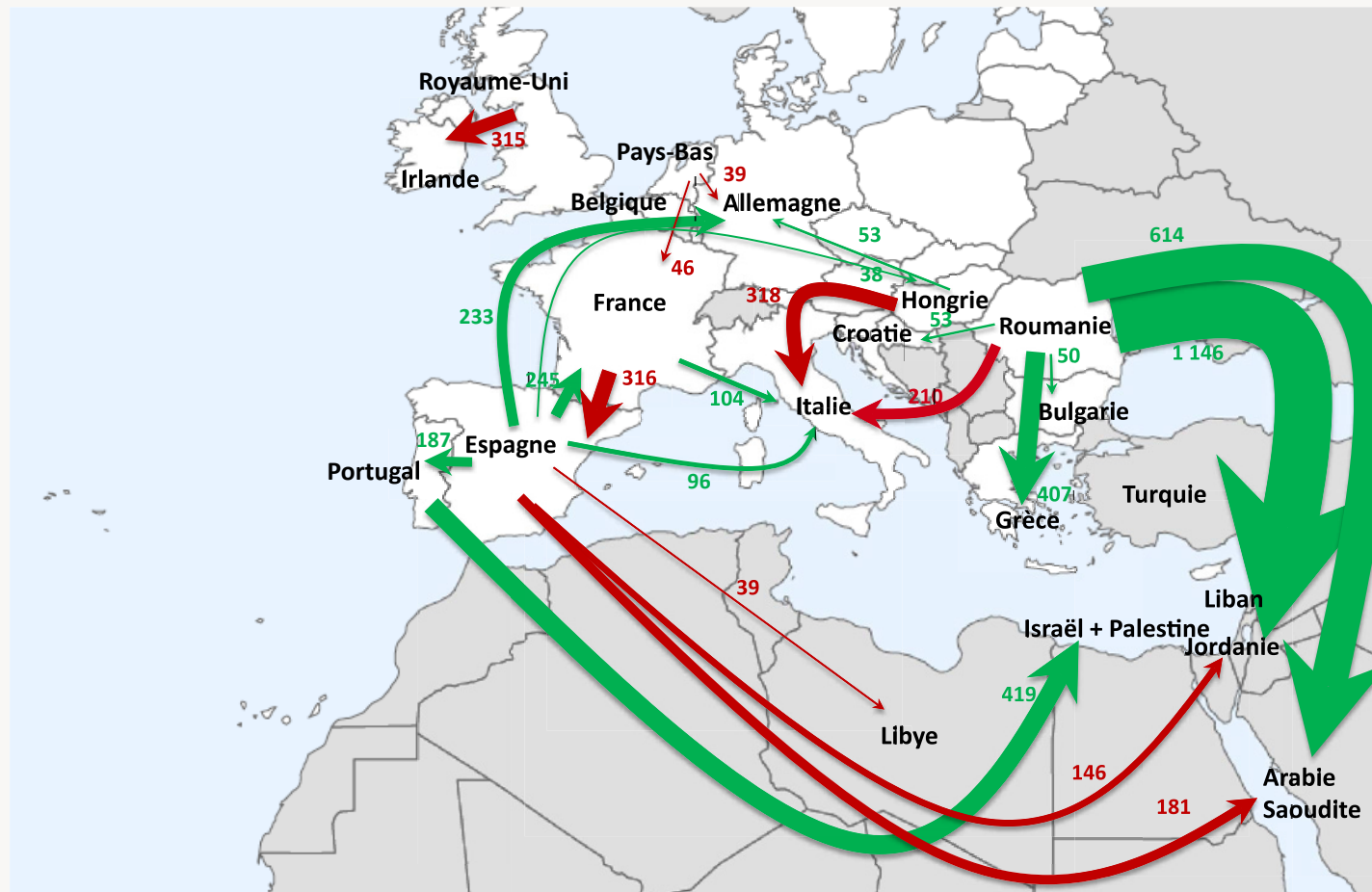
FLUX D'OVINS VIVANTS 2021

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS* (EN 1 000 TÊTES)

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers, essentiellement du pourtour méditerranéen, ont reculé en 2021. La très forte baisse des envois vers l'Arabie Saoudite et la Libye expliquent en grande partie cette évolution.

2,8 millions de têtes

C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2021.

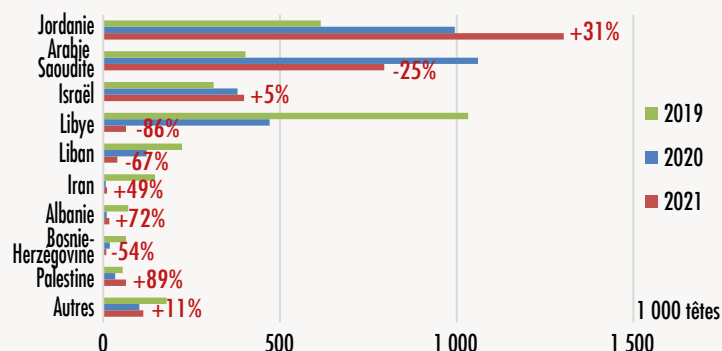


*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 ovins sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2020 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS PAR DESTINATIONS

Les envois étaient constitués à 67% par des ovins adultes, contre 61% en 2020 et 63% en 2019.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Malgré une nouvelle augmentation des **envois européens d'ovins adultes** à destination de Jordanie (+46% /2020, à 1,1 M de têtes), les baisses vers l'Arabie Saoudite (-15%, à 630 000 têtes), la Libye (-70%, à 25 000 têtes), le Liban (-71%, à 30 000 têtes) ainsi que l'effondrement vers Israël (-98%, à 3 000 têtes) ont réduit de 5% le total des envois d'ovins adultes, à 1,8 M de têtes.

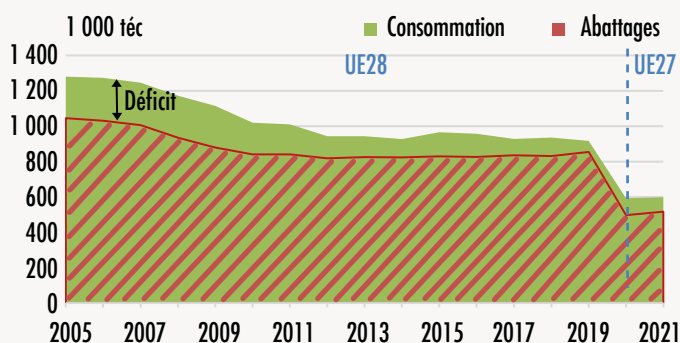
Les **exportations européennes d'agneaux vivants** étaient elles aussi en baisse, de **-28%** à 884 000 de têtes. La chute des effectifs vers la Libye (-90% à 40 000 têtes), l'Arabie Saoudite (-50%, à 163 000 têtes) et la Jordanie (-18% à 193 000 têtes) n'a pu être comblée par les hausses enregistrées à destination d'Israël (+74%, à 384 000 têtes) et de Palestine (x3 à 64 000 têtes).

La **Roumanie** confirme sa position de 1^{er} exportateur communautaire avec 68% des envois vers les pays-tiers, en hausse de +5% /2020, à 1,8 million de têtes. Viennent ensuite le **Portugal** (+10% à 419 000 têtes, soit 16% des envois UE sur pays tiers), et l'**Espagne** (-56% /2020 à 396 000 têtes, soit 15% des envois UE, contre 29% des envois en 2020).

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 27

1 000 téc	2018	2019	2020	2021	2021/20
Abattages	518	519	497	517	+4%
Importations de viande	157	150	143	118	-17%
Exportations de viande	41	46	47	37	-21%
Consommation par bilan	634	623	593	598	+1%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

La consommation a légèrement augmenté malgré un nouveau repli des importations de viande ovine.

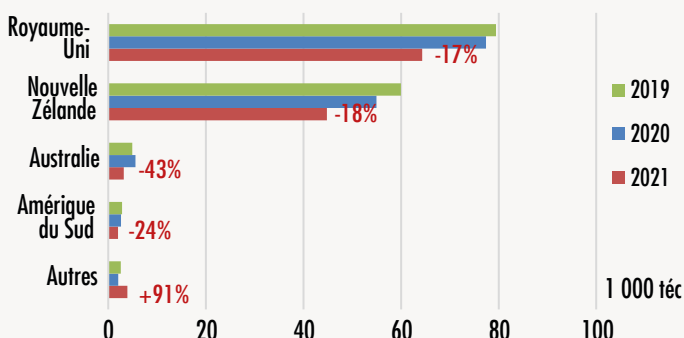
D'après nos estimations, la production de viande ovine dans l'UE à 27 aurait nettement augmenté, de +4% en 2021 (à 517 000 téc) : l'importante hausse des abattages en Roumanie (+75%, à 73 000 téc) a contrebalancé les baisses en Croatie (-4%) et en Irlande (-4%). Les exportations de viande ovine de l'UE à 27 à destination des pays tiers ont franchement baissé d'une année sur l'autre (-21% /2020) tandis que les flux intra-UE étaient en nette augmentation (+32%). Les importations en provenance des pays tiers ont-elles aussi reculé (-17%/2020), surtout en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande. L'augmentation de la production abattue et le net recul des exportations extra-communautaires ont pris le pas sur la chute des importations, permettant un regain des disponibilités européennes en viande ovine (+1%, à 598 000 téc).

La consommation de viande ovine par habitant a gagné +1% d'une année sur l'autre, à 1,34 kg équivalent carcasse. Le taux d'auto-provisionnement européen en viande ovine s'est par ailleurs sensiblement amélioré, de 84% en 2020 à 86% en 2021. La sortie du Royaume-Uni a engendré un net recul de l'auto-provisionnement de l'UE en viande ovine : celui-ci était en effet estimé à 96% pour l'UE à 28 en 2020.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2021

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

118 300 téc

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 27 en provenance des pays tiers en 2021.

Les achats européens (UE à 27) de viande ovine ont de nouveau chuté en 2021 (-17%, soit - 24 000 téc /2020).

Malgré une franche baisse des envois vers l'UE à 27 (45 000 téc, soit -18%/2020), la **Nouvelle-Zélande** reste de loin son 1^{er} fournisseur, avec 70% des volumes totaux (75% en 2019 et 71% en 2020), devant l'**Australie** (-43%/2020 à 3 200 téc) et l'**Amérique du Sud** (-24% à 2 000 téc).

Déjà en hausse depuis quelques années, les prix mondiaux se sont encore appréciés en raison d'une offre toujours réduite face à une demande toujours très dynamique : la valeur moyenne des viandes importées était supérieure de 11% à son niveau de 2020, à 7,93 €/kg éc. en moyenne (!).

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2021

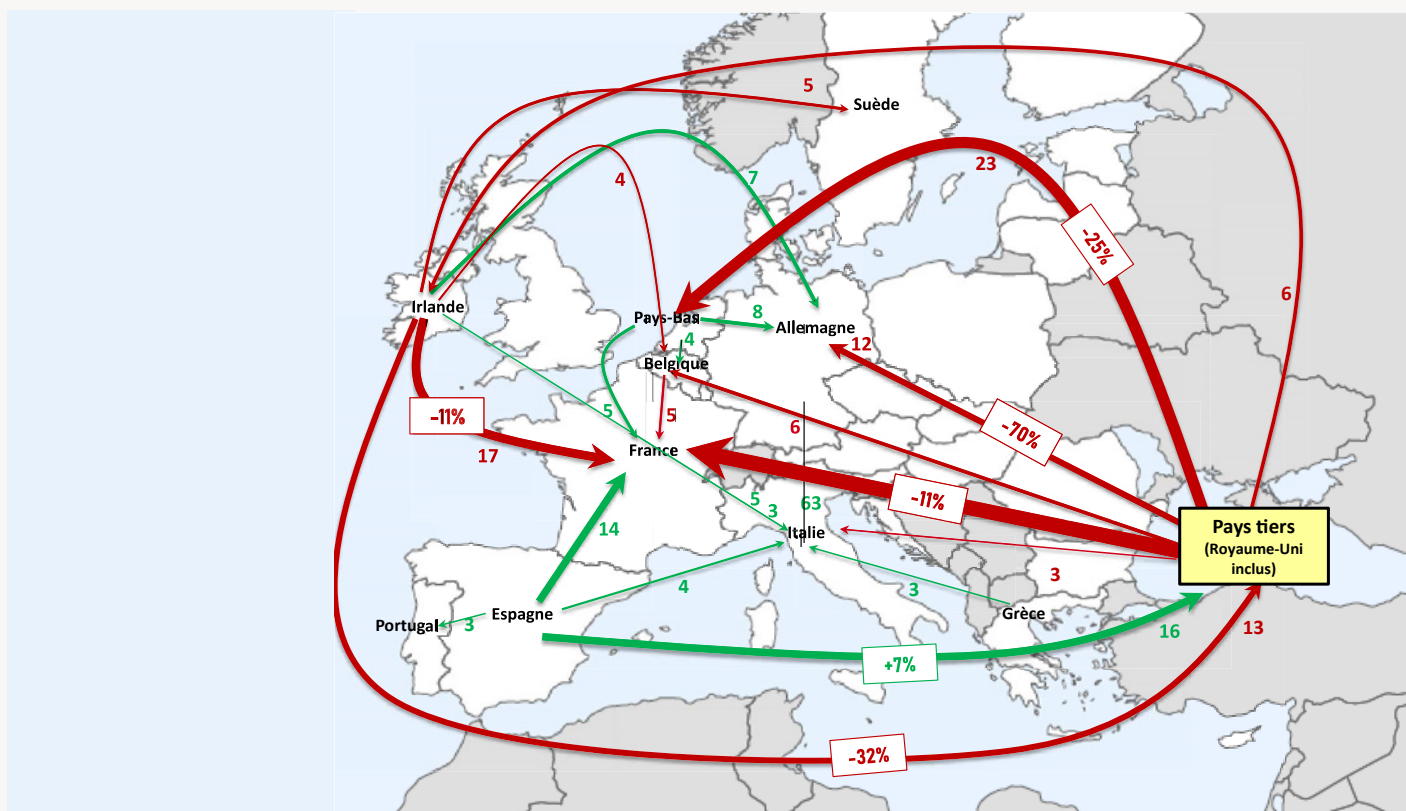
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2021

En 2021, les arrivées de viande ovine océanique au sein de l'Union européenne ont de nouveau chuté, en provenance d'Australie comme de Nouvelle-Zélande. Les principaux pays importateurs ont connu ce repli : Allemagne (repli le plus important), Pays-Bas, France, Italie et Belgique. Le Royaume-Uni, a également connu une importante chute de ses importations de viande ovine néozélandaise.

Après un léger rebond en 2020, les exportations européennes de viande ovine ont de nouveau reflué en 2021. La progression des envois vers quelques destinations du Moyen-Orient (Oman, Arabie Saoudite, Israël) n'a pas compensé les moindres expéditions vers le Royaume-Uni (-8 000 téc), Hong-Kong (-800 téc), le Canada (-450 téc), Singapour (-470 téc) et d'autres pays du Moyen-Orient comme Bahreïn (-1 000 téc), Koweït (-650 téc) et la Jordanie (-400 téc).

-21%

C'est la baisse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2021, à 37 000 téc.



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2020 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES* D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent européen (UE-27) global d'importations de viande ovine a été rempli à 52% en 2021.

	2019 (UE 28)		2020 (UE 28)		2021 (UE 27)	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	50%	228 389	46%	114 184	50%
Argentine	23 000	7%	23 000	7%	1 701	74%
Australie	19 186	79%	19 186	92%	3 837	20%
Chili	8 200	18%	8 000	15%	2 628	88%
Uruguay	5 800	10%	5 800	6%	4 759	82%
Autres	3 229	5%	3 229	3%	2 988	70%
TOTAL	287 669	47%	287 604	45%	130 097	52%

*Attention, contingents redistribués post-Brexit entre l'UE à 27 et le Royaume-Uni en 2021.

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane hors contingents (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net).

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après la Commission européenne

En 2021, les contingents tarifaires disponibles par pays ont été redistribués entre l'UE à 27 et le Royaume-Uni.

Le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (88% du contingent global) n'a été rempli qu'à moitié.

Par ailleurs, le contingent attribué aux **pays sud-américains** (7% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a davantage été utilisé, à 82%.

Le quota **australien** (3% du contingent global), assez limité, n'a été rempli qu'à 20%. La chute des exportations australiennes toutes destinations explique ce résultat.

Au total, 62 665 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2021, l'essentiel étant les 57 100 téc non livrées du contingent néozélandais.



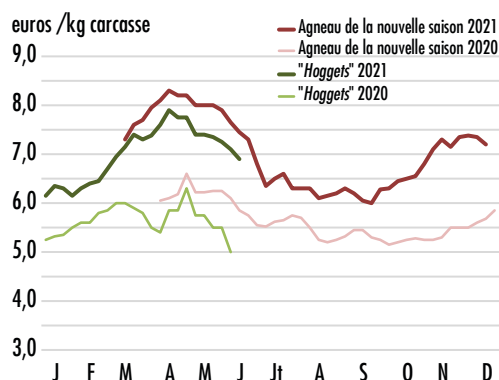
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2021)

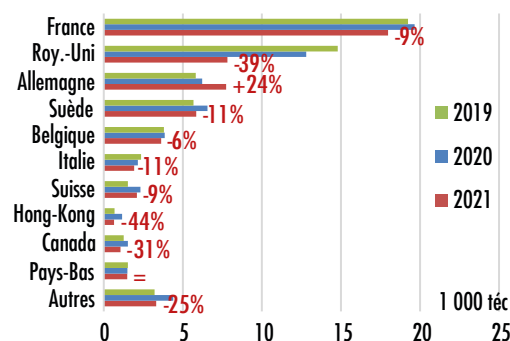
- Cheptel : 2,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,2 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 85%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/20
Abattages	61	67	68	66	66	64	-4%
Importations de viande ovine	4	5	5	7	6	6	-1%
Exportations de viande ovine	54	62	59	60	62	54	-14%
Disponible*	11	10	15	13	11	16	+55%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec très grande prudence.

La forte hausse des prix a contrebalancé la baisse des volumes exportés.

Une production qui a ralenti

Malgré un cheptel reproducteur qui s'est de nouveau étoffé fin 2021, de +2% /2020, à 2,7 M de têtes, les abattages d'agneaux comme de réformes ont baissé, de respectivement -5% /2020, à 2,3 M de têtes, et -8%, à 351 000 têtes. Les ovins adultes abattus étaient plus lourds, leur poids moyen de carcasse ayant gagné 1,9 kg (!), ce qui a limité la chute de la production irlandaise à -4% pour atteindre 63 500 téc. Les poids de carcasse des agneaux sont demeurés stables, à 22,6 kg en moyenne.

Les abattages d'ovins étaient nettement en-deçà de leurs niveaux de 2020 au 1^{er} semestre (-10% /2020) et la situation s'est ensuite légèrement redressée (+1%). L'importante baisse des flux d'ovins vifs nord-irlandais vers le sud de l'île (-58 000 têtes, soit -15% /2020), préférentiellement réorientés vers le Royaume-Uni (+165% /2020 à 32 000 têtes), explique en grande partie cette évolution. Il faut toutefois y ajouter l'impact de prix très attractifs depuis 2020 : les éleveurs ont gardé des agnelles pour capitaliser et il y avait eu des abattages précoces en 2020, qui ont réduit d'autant le disponible en 2021.

Bond des exportations en valeur, malgré le recul des volumes

Les exportations de viande ovine irlandaise ont régressé en volume en 2021, de -14% /2020, à 53 600 téc, à cause des faibles disponibilités. Elles ont toutefois progressé en valeur, de +12%, à 420 M€ grâce à la flambée des cours.

À 6,91 €/kg éc en 2021, le prix moyen de la viande ovine exportée a bondi de +26% /2020. Les exportations irlandaises de viande ovine ont été constituées à 61% de viandes réfrigérées avec os (52% en 2020), à 20% de viandes réfrigérées désossées (24% en 2020), à 11% de viandes congelées désossées et à 7% de viandes congelées avec os. La baisse de la part des découpes dans les exports serait dû au fort taux d'absentéisme dans les usines pour cause de covid-19.

Faute de disponibilités, l'Irlande n'a pu tirer parti du repli du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande sur le marché mondial. Ainsi, la part de la production exportée a reculé en 2021, de 94% en 2020 à 85% en 2021.

La France est restée le 1^{er} client de l'Irlande, malgré une diminution des expéditions de -9%, à 18 000 téc en 2021. Les exports irlandais ont reculé vers tous les autres principaux clients sauf l'Allemagne (+24%). Vers les pays tiers, ils ont ainsi chuté de -27% /2020 (à 5 000 téc), dont -39% vers le Royaume-Uni. Ils ont reculé de -12% vers l'UE à 27 (à 48 000 téc).

Des cours qui ont encore progressé

En 2021, malgré l'impact continu du covid-19, les ventes de viande ovine ont bien résisté en Irlande. Les prix de l'agneau dans tous les principaux pays producteurs sont restés élevés tout au long de l'année, ce qui a soutenu la cotation irlandaise.

À 7,02 €/kg de carcasse en moyenne sur 2021, le cours du « hogget » a de nouveau été nettement supérieur à son niveau de 2020. Il a ainsi progressé de 24%, soit +1,36 €/kg. La cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison a enregistré la même hausse, atteignant 7,04 €/kg de carcasse en moyenne annuelle.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

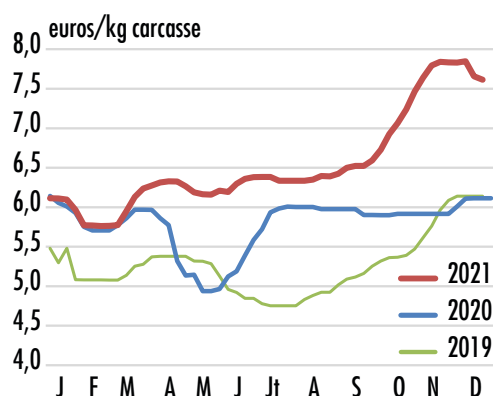
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2021)

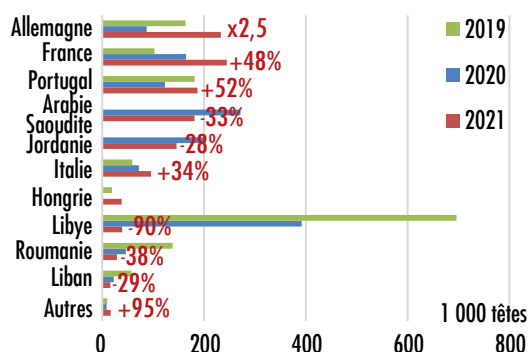
- Cheptel : 10,8 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,6 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 43%
- Exportations d'ovins vivants : 1,2 million de têtes

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/20
Abattages	117	115	120	121	115	120	+5%
Importations de viande ovine	9	8	8	8	5	6	+12%
Exportations de viande ovine	35	37	41	44	41	51	+25%
Consommation par bilan	92	86	87	85	79	75	-6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Un marché espagnol particulièrement actif

Net repli des envois d'ovins vivants

À 1,2 million de têtes en 2021, les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux, ont encore reflué de -12% /2020. Après l'ouverture de leurs marchés en 2020, les expéditions vers l'Arabie Saoudite et la Jordanie ont régressé en 2021, de respectivement -33% et -28%, totalisant 181 000 et 146 000 têtes chacun. Mais c'est avant tout la chute des envois vers la Libye qui est responsable de la chute des expéditions vers les pays tiers (-56% soit - 500 000 têtes), que la hausse vers l'UE à 27 (+68% soit +336 000 têtes) n'a pas totalement contrebalancé. Les envois vers l'Allemagne ont quasiment triplé, ceux vers le Portugal ont augmenté de +52% et ceux vers l'Italie de +34%. Ils ont repris vers la Hongrie, totalisant 38 000 têtes. Ils ont fortement progressé vers la France, de +48%, à 245 000 têtes, désormais le 1^{er} client de l'Espagne en ovins vivants. En revanche, ils ont une nouvelle fois reculé vers la Roumanie, de -38%.

Les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées aux trois quarts d'agneaux de lait issus des bassins laitiers français, ont quant à elles chuté de -25% /2020, à 465 000 têtes en 2021.

Hausse de la production abattue de viande ovine dynamique

Avec un cheptel reproducteur en légère hausse fin 2020, la production abattue espagnole a augmenté (+5% /2020, soit +5 700 téc). Les abattages d'agneaux ont gagné +3% (+273 000 têtes), tandis que ceux d'ovins adultes ont régressé (-6%, soit -51 000 têtes). La baisse des envois de vifs explique en partie ce résultat. Malgré les moindres réformes, le cheptel national d'agnelles et brebis saillies s'est contracté de -2% en un an, à 10,8 M de têtes fin 2021. Le poids carcasse moyen des ovins adultes (22,7 kg), comme celui des carcasses d'agneaux (+4% à 11,5 kg en moyenne) a été alourdi, en grande partie pour répondre aux attentes du marché français. Avec des effectifs abattus en hausse de +3% en 2021, la production a progressé davantage (+5% à 120 300 téc).

Cotation de l'agneau espagnol très soutenue

La cotation de l'agneau lourd espagnol entrée abattoir a démarré l'année aux niveaux de 2020 puis s'est détachée en mars, à l'approche de Pâques, conjointement à des envois de viande ovine dynamiques. Relativement stables jusqu'en septembre, elle s'est ensuite envolée en fin d'année, se rapprochant des 8 €/kg, pour finalement baisser les deux dernières semaines de l'année. À 6,54 €/kg en 2021, la cotation annuelle moyenne s'est appréciée de +13% /2020.

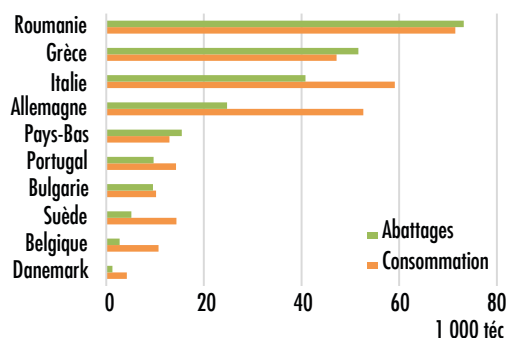
Des exportations de viande ovine en hausse

Les envois d'agneaux lourds vers le Moyen-Orient ayant nettement reculé, ceux-ci ont été abattus pour l'export de viande ovine vers la France. Les exportations de viande ovine espagnole ont ainsi rebondi de +25%, par rapport au bas niveau de 2020, à 51 400 téc. La part de la production exportée est ainsi passée de 36 à 43% entre 2020 et 2021. Les envois se sont fortement développés vers la France et l'Italie, ses deux premiers clients, à respectivement +37% et +44%. Ils ont aussi fortement augmenté vers l'Allemagne (+70%), les Pays-Bas (+60%) et le Portugal (+27%). Ils ont été par ailleurs dynamiques vers certains pays du Moyen-Orient, comme Oman (+57%), Israël (+40%) ou le Qatar (+9%), mais réduits vers d'autres tels que le Koweït (-30%) ou Bahreïn (-50%). Ils ont régressé vers le Royaume-Uni (-20%). Les envois sur pays tiers ont au final gagné +7% /2020, à 15 700 téc, et ceux vers l'UE à 27 +42%, à 35 700 téc.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

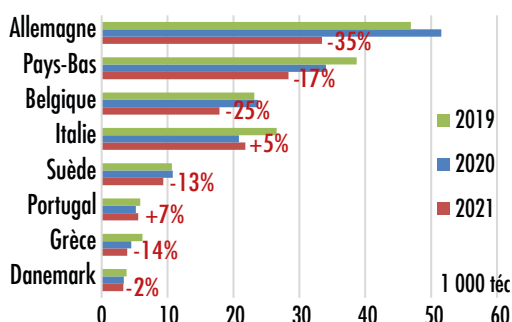


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2021



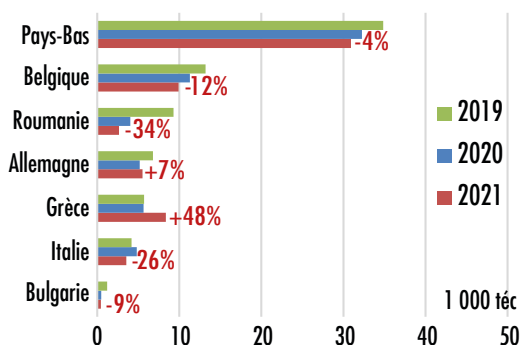
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Le recul de la consommation de viande ovine s'accroît faute de disponibilités

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 10% des abattages et 16% de la consommation européenne de viande ovine en 2021. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,4 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 0,9 kg éc en Belgique, 0,7 kg éc aux Pays-Bas, 0,7 kg éc au Danemark et 0,6 kg éc en Allemagne).

En 2021, les abattages ont baissé en **Allemagne** (-5% à 25 000 téc), principalement hors abattoir. Ils ont légèrement reculé aux **Pays-Bas** (-3% à 15 500 téc) tout comme en **Suède** (-3% à 5 100 téc). Ils ont par ailleurs augmenté en **Belgique** (+3% à 2 740 téc) et ont conservé leur niveau de 2020 au **Danemark** (à 1 300 téc).

Parmi ces cinq pays, tous enregistrent en 2021 une baisse notable des importations de viande ovine, qui se répercute sur leur consommation intérieure. En **Allemagne** cette dernière a chuté de -38% (à 53 900 téc), en **Suède** de -10% (à 14 400 téc), en **Belgique** de -29% (à 10 700 téc), aux **Pays-Bas** de -27% (à 12 900 téc) et au **Danemark** de -1% (à 4 200 téc).

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Forte hausse de la consommation en Roumanie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 35% des abattages et 33% de la consommation de viande ovine de l'UE à 27 en 2021. La viande y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. Alors que la **consommation par habitant** est relativement élevée en Grèce (4,4 kg éc) et en Roumanie (3,7 kg éc), elle est plus faible au Portugal (1,4 kg éc), en Italie (1,0 kg éc) et en Bulgarie (1,5 kg éc).

En 2021, tous ces pays ont vu leur **production** nationale augmenter : modestement en Italie (+1% à 40 800 téc), et en Grèce (+5% à 61 700 téc), plus rapidement au Portugal (+9% à 9 700 téc) et en Bulgarie (+16%, à 9 400 téc), et très fortement en Roumanie (+45% à 73 200 téc).

En **Grèce**, malgré cette hausse, le disponible pour la consommation intérieure a reculé (-2% à 47 200 téc) suite au rebond des exportations (+50%) et au tassement des importations de viande ovine (-14%).

En **Bulgarie**, malgré la chute des importations de viande ovine (-40% à 1 100 téc), la consommation calculée par bilan a progressé (+10% à 10 000 téc), grâce à la production haussière et aux exportations stationnaires.





5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



Les importations chinoises et nord-américaines ont repris leurs progressions

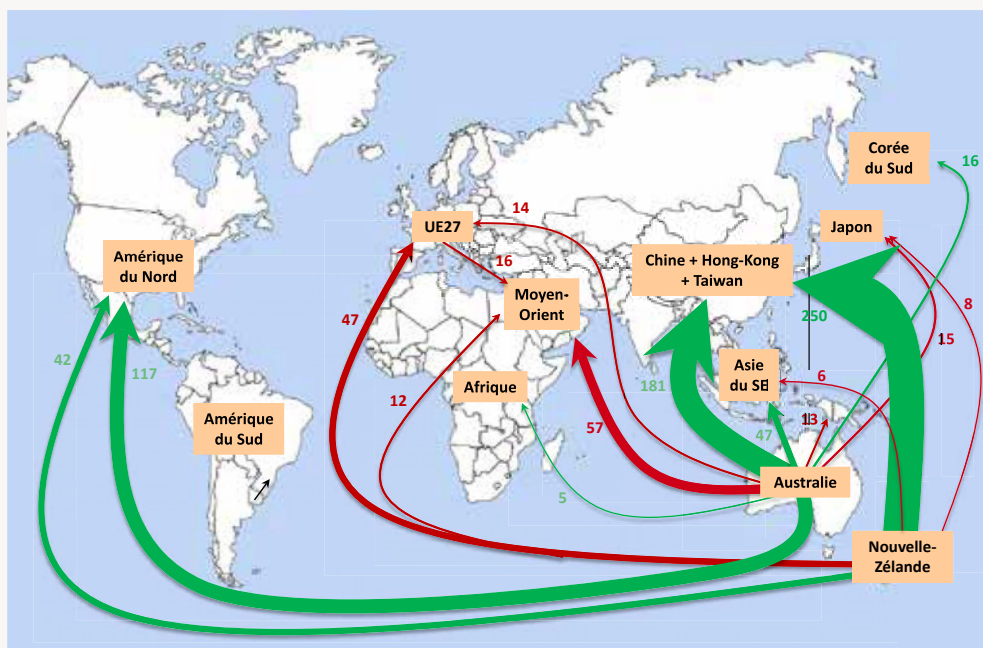
Les disponibilités sont demeurées limitées en Océanie face à une demande internationale – en premier lieu en Chine et aux Etats-Unis - toujours très dynamique. La production australienne s'est certes redressée avec un cheptel ovin en partie reconstitué, mais l'offre est toujours réduite en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. Le marché de la viande ovine resteparticulièrement tendu à l'échelle mondiale. Bien que la pandémie de covid-19 continue de provoquer encore quelques ralentissements dus à des perturbations logistiques, les échanges mondiaux ont progressivement repris en 2021.

ÉCHANGES 2021

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2021 (1 000 TÉC*)

+12%

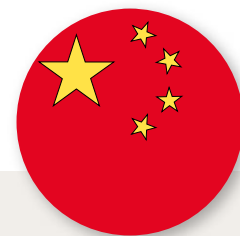
C'est la hausse des importations chinoises de viande ovine en 2021.



La reconstitution du cheptel australien post sécheresses a permis une croissance des disponibilités de viande ovine en Australie ; à l'inverse, la Nouvelle-Zélande a souffert d'un recul de ses effectifs d'ovins, réduisant d'autant les volumes produits et exportés. Même si la croissance des importations chinoises de viande ovine a ralenti, les volumes exportés vers ce géant, principalement en provenance d'Océanie, ont continué de progresser et ont de nouveau représenté la plus grosse part des flux mondiaux. La demande nord-américaine a aussi cru en 2021, contrairement à celle de l'UE à 27 et du Moyen-Orient. Les disponibilités mondiales toujours faibles face à une demande ferme ont de nouveau apprécié le prix de la viande d'agneau sur la scène internationale.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Seuls les flux de plus de 4 000 téc sont représentés, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2020 sont en vert, ceux en recul sont en rouge. Il existerait des flux de la Namibie vers l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Sud vers les pays Chine+HK+Taiwan et de l'Uruguay vers le Brésil mais dont on ne connaît pas les volumes : flèches en noir.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, Eurostat et NZ Statistics (x 1 000 tonnes équivalent carcasse).
 Cartographie Cartes & Données - © Artique



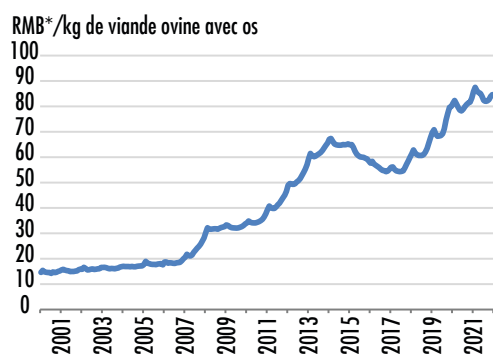
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

CHINE

DONNÉES REPÈRES (2021)

- Cheptel : 173 millions de têtes en 2020
- Production : 5,14 millions de téc en 2021
- Consommation de viande ovine : ≈ 3,9 kg/habitant

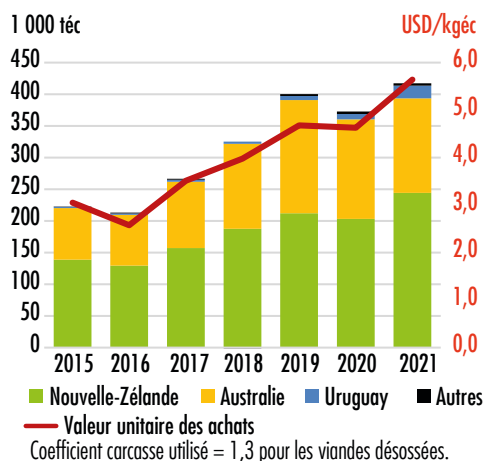
PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



*1 RMB valait en moyenne 0,13 € <=> 1 € valait 7,63 RMB en moyenne en 2021

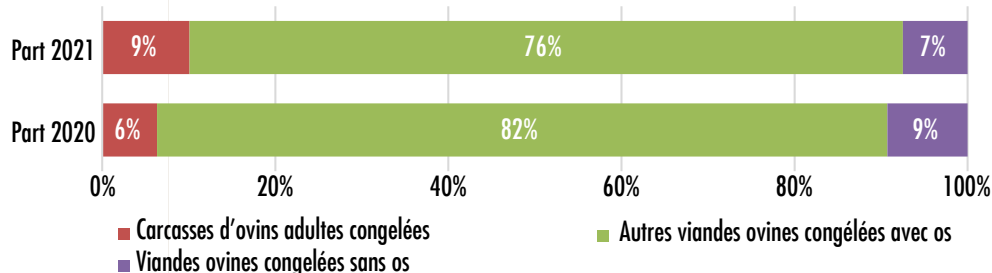
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, les Douanes chinoises et NZ Stats

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE EN 2021 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

Après avoir baissé en 2020, les importations chinoises de viande ovine sont reparties à la hausse en 2021, malgré une offre mondiale toujours restreinte.

Nouvelle hausse de la production en 2021

Selon la FAO, le cheptel ovin chinois a cru de +6% entre 2019 et 2020, de 163 à 173 M de têtes. Ainsi, après avoir augmenté de +3% entre 2018 et 2019 puis de 1% entre 2019 et 2020, la production de viande de petits ruminants (ovine + caprine) a progressé de +4% en 2021, atteignant 5,14 millions de téc, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises. La production nationale est tirée par la demande intérieure toujours vigoureuse. Le prix élevé de la viande de porc et la baisse de sa consommation sur le marché chinois ont engendré des reports de consommation vers d'autres protéines animales comme la viande ovine, passée de 3,5 à 3,9 kg/hab. entre 2018 et 2021.

Les prix de la viande ovine ont poursuivi leur hausse

Comme les années précédentes, cette augmentation des abattages n'a pas suffi à satisfaire la demande chinoise, dopée par la hausse de la population - bien que plus légère que les années précédentes (+500 000 habitants entre 2020 et 2021) - et la progression tendancielle de la demande de viande ovine par habitant. Ainsi, les prix de la viande ovine sur le marché intérieur ont progressé pour la 5ème année consécutive. Le sommet a été atteint en février 2021, à 87,5 RMB/kg soit environ 11,2 €/kg (contre 82,3 RMB/kg en févr.2020 soit +6%).

Regain des importations chinoises de viande ovine

Les importations chinoises de protéines carnées ont baissé de -6% /2020 à 7,8 millions de tonnes en 2021, selon les données des douanes chinoises.

En 2021, la Chine a étendu son interdiction d'exporter -débutée en mai 2020 - à d'autres abattoirs **australiens**. Ce sont désormais 10 abattoirs d'Australie qui sont touchés, 45 étant au total répertoriés pour l'exportation vers la Chine. Officiellement, le Gouvernement chinois souhaite limiter la propagation de la pandémie mais beaucoup soupçonnent des sanctions commerciales chinoises à l'encontre de l'Australie qui a demandé une enquête sur l'origine chinoise du covid à l'OMS.

En volume, les importations chinoises de viande ovine¹ ont gagné +12%/2020, à 417 000 téc, et +25% en valeur à 2 milliards d'€, suite à une nette hausse de la valeur unitaire des achats (+16% à 4,73 €/kg éc). La Chine a de nouveau confirmé sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine. La Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 244 500 téc (+20%, soit +41 000 téc /2020) et 149 300 téc (-5%, soit - 8 000 téc). Bien que représentant de petits volumes, les importations ont plus que doublé depuis l'Uruguay (à 20 000 téc) mais ont baissé depuis le Chili (-20% à 2 700 téc). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des imports (93% en volume). En 2021, seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient autorisées à exporter de la viande « chilled » sur le marché chinois.

¹À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Serbie, l'Islande et la Lettonie peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément des Autorités sanitaires chinoises.

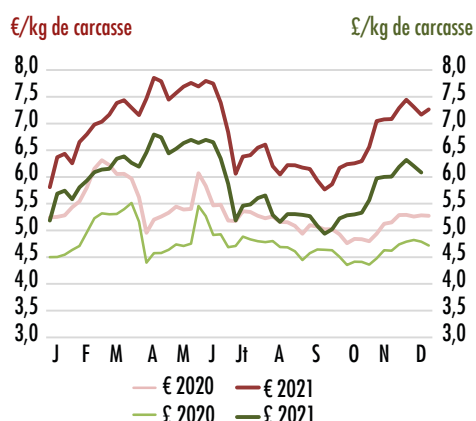


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE ROYAUME-UNI

DONNÉES REPÈRES (2021)

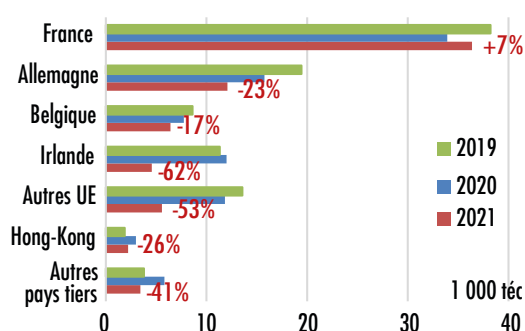
- Cheptel : 14,5 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,8 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 22%
- Part de la production exportée : 26%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/20
1000 téc							
Abattages	290	299	289	307	297	267	-10%
Importations de viande ovine	103	92	89	72	67	55	-18%
Exportations de viande ovine	79	92	84	97	90	70	-22%
Disponible*	314	299	294	283	274	252	-8%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

Le disponible britannique a de nouveau franchement reculé.

Chute de la production de viande ovine

Fin 2021, le cheptel reproducteur britannique était en hausse de +3% d'une année sur l'autre, atteignant 14,5 M de têtes. Les abattages d'agneaux comme d'ovins adultes étaient toutefois en franc repli en 2021, de respectivement -10% à 11,7 M de têtes et -19% à 1,2 M de têtes. En 2020, de nombreux agneaux avaient été abattus précocement, à cause des incertitudes concernant les futures relations commerciales avec l'UE, mais aussi des hauts niveaux de prix.

Au total, la production de viande ovine britannique a reculé de -10% /2020, à 266 000 téc en 2021.

Des cours soutenus par une offre affaiblie et des prix élevés à l'export

Le cours de l'agneau britannique a bondi en 2021 : en moyenne de +27% /2020 soit +1,47 €/kg, à 6,84 €/kg éc. La livre sterling s'est renforcée, notamment face à l'euro, impactant la compétitivité des produits britanniques à l'export.

Dans l'ensemble, l'offre très modérée (production et importations de viande ovine de nouveau en retrait) a soutenu la cotation. Les prix record en France, 1^{er} débouché de la viande britannique, sont aussi responsables de ce niveau de la cotation britannique. Malgré une nette baisse de la population britannique entre 2020 et 2021, de -1,4 M d'habitants, la chute du disponible en viande ovine a été telle que la consommation annuelle par habitant a reculé de 4,1 à 3,8 kg.éc.

Les importations britanniques ont poursuivi leur repli

Les importations britanniques de viande ovine ont chuté de -18% à 55 000 t, avec des achats de viande néozélandaise en repli de -15% à 36 400 t et de viande irlandaise de -60% à 3 000 t. Ce reflux depuis cinq ans découle de la baisse de la production en Nouvelle-Zélande et en Australie et de la demande accrue en Asie. Cela a ensuite été couplé aux perturbations causées par le covid-19, en particulier sur le fret maritime.

Baisse des exportations de viande ovine

Face à une production toujours plus modeste, les exportations de viande ovine se sont aussi effondrées, devenues par ailleurs assez peu concurrentielles : -22%, à 73 000 t en 2021. Compte-tenu de la flambée du prix de l'agneau, notamment dans l'UE, les envois se sont maintenus en valeur (à 446 millions €) avec un agneau en moyenne à 6,09 €/kg (+0,33 € /2020). La France reste de loin le 1^{er} client du Royaume-Uni avec une nette hausse des envois (+7% à 37 500 t), due au transit post-Brexit de viande ovine britannique à destination d'autres clients européens. La part de la production britannique exportée est ainsi passée de 30% à 26% entre 2020 et 2021.

De nouveaux accords commerciaux

Le Royaume-Uni a signé un accord commercial avec l'Australie en juin 2021 puis un second avec la Nouvelle-Zélande en octobre 2021. Tous deux aboutiront à une libéralisation totale des importations côté britannique au bout de 15 ans (sans droit de douane), concernant le secteur de la viande ovine, pourtant considéré comme très sensible lors des négociations... Entre temps, des contingents à droit nul seront accordés chaque année à ces deux pays océaniques. Ces derniers iront crescendo jusqu'à la libéralisation totale.

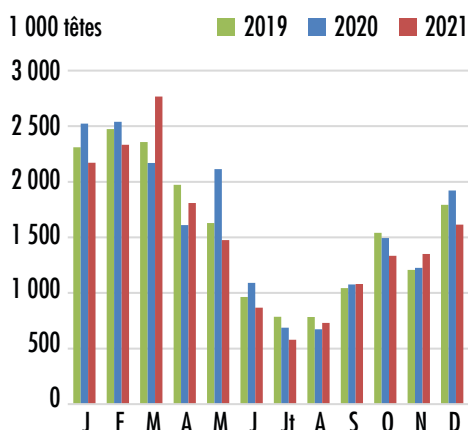
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2021)

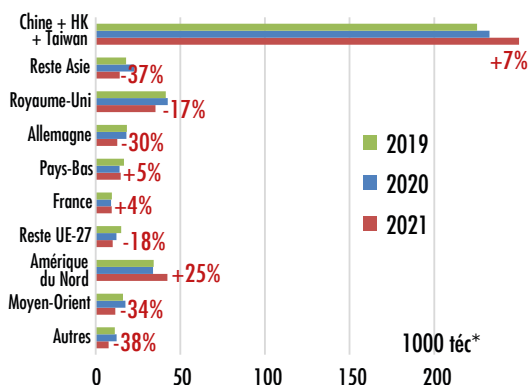
- Cheptel : 26,2 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 439 000 téc
- Part de la production exportée : 93%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

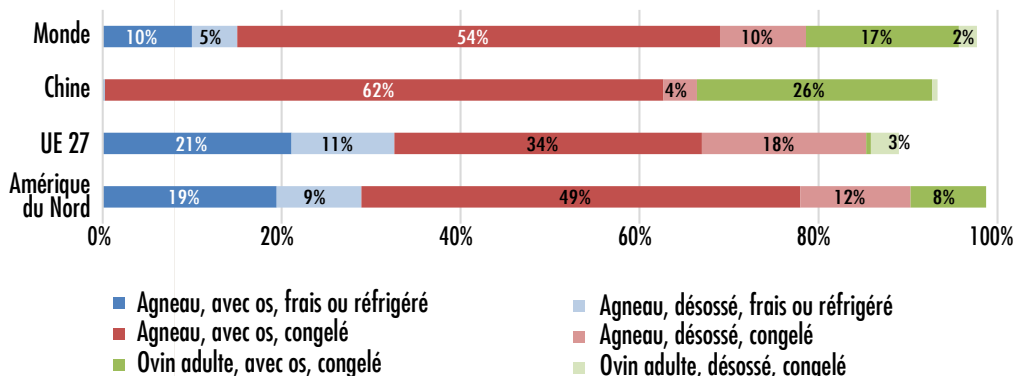
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2021 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

En 2021, la production de viande ovine néozélandaise et les envois ont baissé par rapport à 2020, malgré une forte demande internationale et le retrait ponctuel de l'Australie.

Des approvisionnements contraints malgré la forte demande internationale

En juin 2021, le cheptel ovin total néozélandais s'est maintenu par rapport à 2020 et 2021, à 26 M de têtes. Le cheptel reproducteur a quant à lui reculé de -1%, à 18,3 M de têtes, limitant les naissances d'agneaux pour la campagne¹ 2021-22. Les conditions printanières (sept.-nov. 2020) ont été difficiles pour les éleveurs de l'île du Sud et des sécheresses ont sévi à l'Est durant l'été/automne (déc.2020 à mai 2021) : déstockage, moins d'aliment disponible et plus de commerce. Malgré cela, les éleveurs ont de nouveau atteint un taux d'agnelages printaniers correct (131%), en hausse comparé à 2020.

À 18,1 M de têtes au total sur l'année 2021, les abattages néozélandais d'agneaux et d'ovins adultes ont régressé, respectivement de -5% et -2% par rapport à 2020. Les sorties d'agneaux au printemps 2021 auraient été légèrement inférieures à celles de 2020.

Les carcasses d'agneaux se sont alourdies (+1% à 19,3 kg éc. en moyenne) tandis que celles des ovins adultes se sont maintenues à 25,9 kg éc., ce qui a in fine conduit à une production néozélandaise de viande ovine en repli de -4% /2020 à 439 000 téc. Selon *Beef and Lamb NZ*, outre les impacts du changement climatique, les agriculteurs seraient préoccupés par le développement rapide de la réglementation environnementale et les installations d'entreprises de foresterie sur les terres jusque-là dévolues à l'élevage.

Des exportations réduites en volume mais croissantes en valeur

La Nouvelle-Zélande a exporté une part encore plus importante de sa production nationale : 93% du total (contre 91% en 2020).

En volume, les exportations néozélandaises de viande ovine ont perdu -1% /2020, à 409 160 téc, en lien avec la moindre la production nationale. Elles ont en revanche progressé de +5% en valeur, à 4,1 milliards \$NZ, un niveau record. La valeur unitaire des envois a en effet augmenté en dollar néozélandais (+7% à 10,01 NZ\$/kg éc) et davantage encore en devise européenne (+11%, à 5,89 €/kg éc).

La dynamique de la Chine ainsi que celle, croissante, de l'Amérique du Nord ont de nouveau accru les envois vers ces débouchés majeurs (+10% à 240 000 téc et +25% à 42 000 téc). Les exportations ont en revanche reculé vers la majorité des autres destinations : -12% vers l'UE- 27 à 47 000 téc (dont +6% vers les Pays-Bas, +5% vers la France et -30 % vers l'Allemagne), -16% vers le Royaume-Uni (35 600 téc) et -34% vers le Moyen-Orient (11 600 téc).

Avec la prédominance des expéditions vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme congelée avec os a même augmenté : 71% du total (+1 point /2020). Le congelé sans os a représenté 12% des envois totaux, le « chilled » avec os 10% et le « chilled » désossé 5%.

¹Campagne ovine néozélandaise : octobre à septembre.

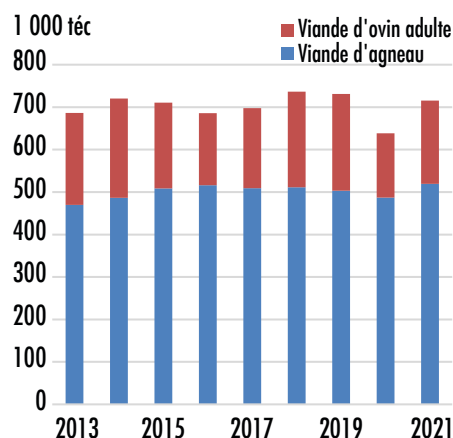
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE



DONNÉES REPÈRES (2021)

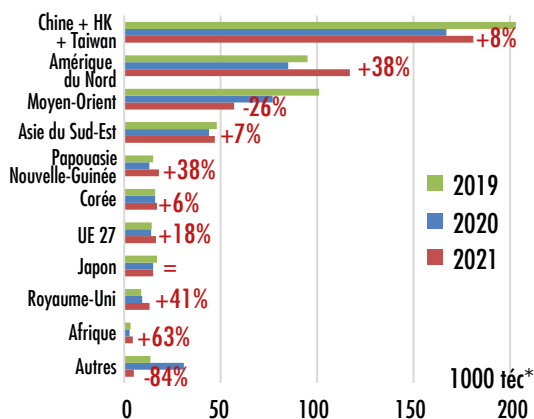
- Cheptel : 71 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 257 000 têtes
- Production* de viande ovine : 716 000 téc
- Part de la production exportée : 69%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

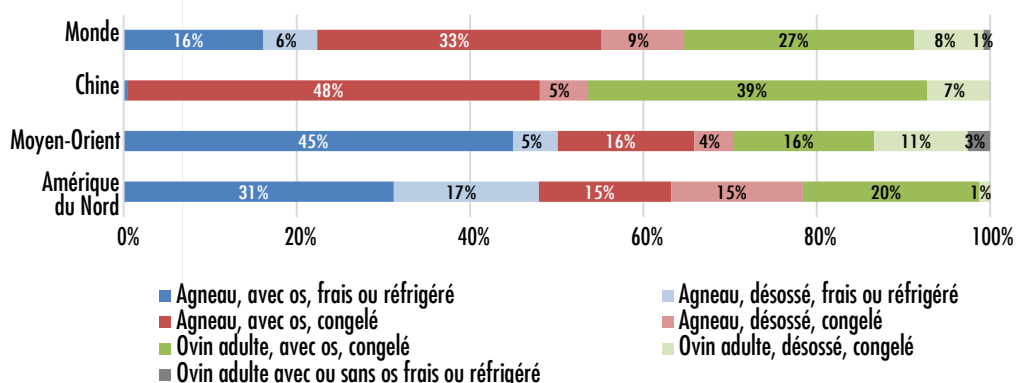
EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2021 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2021 la météo, plutôt clémente, a permis la reconstitution d'une bonne partie du cheptel ovin. La production abattue et les envois de viande ovine ont ainsi pu reprendre. Comme partout ailleurs, le prix de l'agneau australien flambe.

Les exports d'ovins vivants se sont de nouveau effondrés

En plus d'une préoccupation croissante des citoyens pour le bien-être animal, le manque d'offre, résultante de la recapitalisation du cheptel australien, a contenu les envois d'ovins vifs en 2021 comme en 2020. Ceux-ci ont en été divisés par trois en un an à 257 000 têtes en 2021 (-68% /2020).

Face à un cheptel en partie reconstitué, la production repart à la hausse

Après deux années de fort déclin du cheptel (2018 et 2019), les éleveurs australiens ont entamé une nouvelle phase de recapitalisation en 2020. Le cheptel ovin australien est ainsi remonté à 71M de têtes en juin 2021, soit +11% /2020.

Les effectifs d'agneaux abattus ont gagné +5% /2020 à 20,7 M de têtes, ceux d'ovins adulte +31%, à 7,8 M de têtes. Après avoir nettement augmenté en 2020, les poids de carcasse moyens des agneaux se sont accrus de nouveau, de 24,7 à 25,1 kg. Ceux des ovins adultes se sont maintenus, à 25,2 kg. Après s'être contractée en 2020, la production* abattue a ainsi rebondi de +12%, à 716 000 téc.

En 2022, les experts prévoient une nouvelle hausse du cheptel entre juin 2021 et juin 2020, de +5%. La production devrait continuer de croître si les conditions climatiques demeuraient favorables.

Des exportations de viande ovine en légère hausse comparé à 2020

Les exportations australiennes de viande ovine –composées à 65% de viande d'agneau– ont cru de +3% d'une année sur l'autre, à 491 000 téc en 2021. Les expéditions vers les États-Unis ont été particulièrement dynamiques, passant de 74 000 à 104 000 téc entre 2020 et 2021. L'agneau continue de dominer le mix des exportations vers les États-Unis, mais les ventes de viande de réformes ont augmenté (24% du total en 2021). Le Moyen-Orient a par ailleurs réduit ses achats de viande ovine australienne, de -26%, à 57 000 téc, principalement en raison de l'augmentation des coûts du fret aérien suite au covid-19. Autre raison : la suppression des subventions aux importations d'agneau australien par le Qatar. Les envois vers cette destination ont en effet baissé de moitié, à 9 000 téc en 2021. Le Royaume-Uni est resté le 1^{er} marché européen de l'Australie, avec des envois en hausse de +41%, à 13 000 téc.

*donnée estimée en multipliant les effectifs abattus par les poids de carcasses moyens. La production de viande d'agneau publiée par MLA étant incohérente.



6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Évolution contrastée malgré la hausse des prix des produits et une bonne année fourragère

Après le tassement des prix des intrants provoqué par la pandémie en 2020, le rebond lié à la reprise a été particulièrement marqué. Parmi les principaux postes de charges, on peut pointer les carburants et les engrais, dont le prix a progressé en 2021 de près de 30%, ainsi que les aliments achetés, avec un prix moyen en hausse de plus de 10%. Sur l'année civile 2021, l'IPAMPA ovin viande a progressé de 8,1%, et sur la campagne laitière (octobre 2020 - septembre 2021) l'IPAMPA lait de brebis en hausse de plus de 10%. Pour les élevages allaitants, l'absence de sécheresse estivale a permis de réduire les achats d'aliments et de paille par rapport à 2020, particulièrement dans le quart Nord-Est. Côté produits, le prix des agneaux a connu une forte progression, avec un rattrapage très net en période pascalle (pénalisée en 2020 par le 1^{er} confinement), bénéficiant particulièrement aux élevages avec une forte part d'agnelages d'automne. En production laitière, la campagne 2021 a été marquée par une nette progression de la collecte et du prix du lait. Celle-ci a été plus forte en Nouvelle-Aquitaine.

ESTIMATION DES REVENUS 2021

Des évolutions contrastées

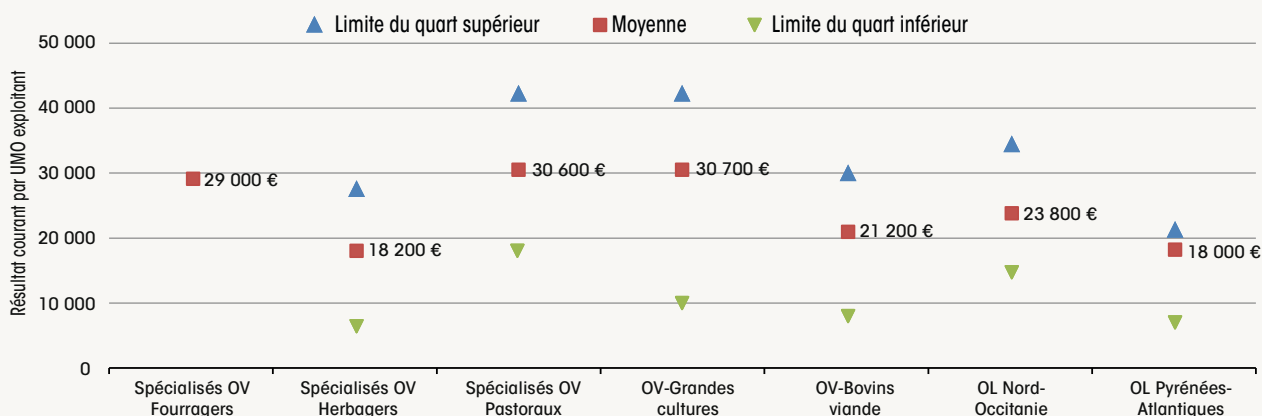
Parmi les spécialisés ovins viande, les fourragers, particulièrement productifs, bénéficient pleinement de la remontée du prix de l'agneau à Pâques, et leur revenu moyen remonte un peu en-dessous de 30 000 €/UMO exploitant. Les herbagers bénéficient un peu moins de la remontée du prix de l'agneau. Celle-ci leur permet toutefois de compenser la hausse du prix des intrants et d'atteindre un revenu moyen de 18 000 €/UMO exploitant. Le revenu des pastoraux connaît en revanche une nouvelle érosion, même s'il se maintient au-dessus de 30 000 €/UMO exploitant, la progression des produits ne couvrant pas celle des charges. L'évolution la plus significative concerne les systèmes ovins-grandes cultures, où les bons niveaux de rendements et de prix succèdent à une année 2020 particulièrement défavorable pour les céréales. Leurs revenus enregistrent une progression spectaculaire, dépassant en moyenne le seuil de 30 000 €/UMO

exploitant. En ovins-bovins viande, les progressions conjuguées des ventes des deux ateliers permettent de compenser l'augmentation des charges et le revenu moyen repasse au-dessus de 20 000 €/UMO exploitant.

Les élevages laitiers enregistrent quant à eux une progression de leurs livraisons et du prix du lait. Et si les éleveurs situés dans le nord de la région Occitanie bénéficient également de la remontée du cours des agneaux, ce qui n'est pas le cas des éleveurs du Pays Basque et du Béarn, qui restent très dépendants du marché espagnol très concurrentiel. Au final, en prenant également en compte l'accroissement des rendements et du prix des céréales, le revenu moyen aurait progressé à près de 24 000 €/UMO exploitant dans la zone Roquefort. En Pyrénées-Atlantiques, l'augmentation du produit d'exploitation compense à peine la progression des charges et le revenu est stable, en moyenne de 18 000 € en 2021.

RÉSULTATS COURANTS 2021

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2021.

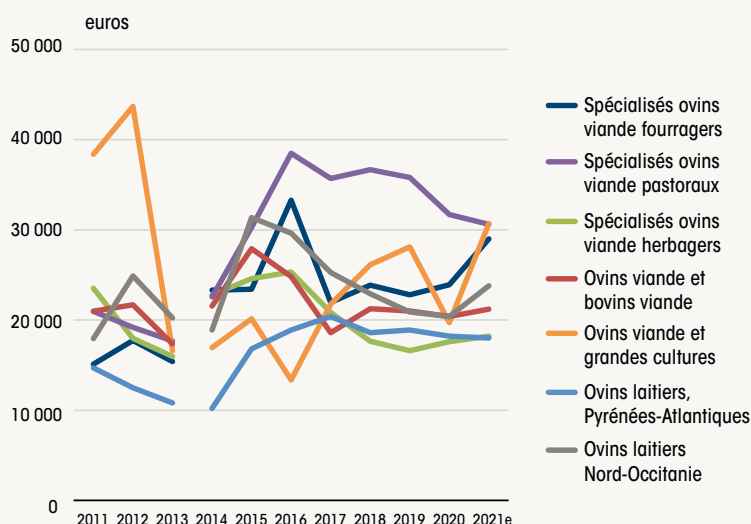


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2021 est établie à partir des résultats de 211 exploitations ovines allaitantes et 48 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 18 000 €/UMO (spécialisés ovins viande herbagers et ovins laitiers des Pyrénées-Atlantiques) à 31 000 €/UMO (spécialisés ovins viande fourragers et systèmes mixtes ovins viande-grandes cultures).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

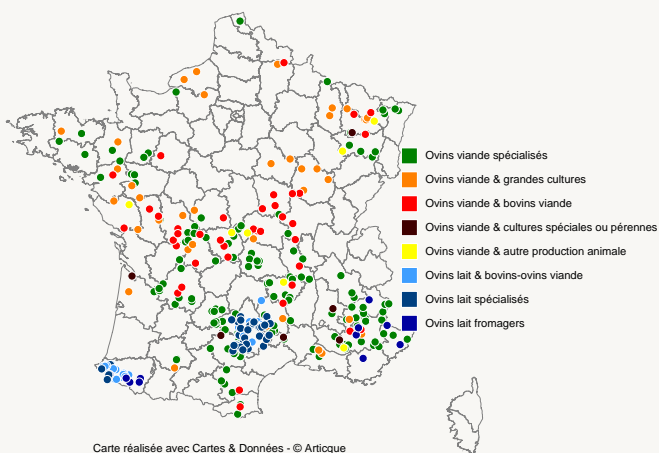
DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 330 exploitations ovines suivies en 2020, dont 300 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont en moyenne nettement supérieurs à ceux des fermes professionnelles françaises mesurée par le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole).

Plus d'informations : [https://idele.fr/filieres/ovin-viande ou ovin-lait](https://idele.fr/filieres/ovin-viande%20ou%20ovin-lait) (-> Les dossiers techniques, -> Les hypothèses d'évolution de prix).

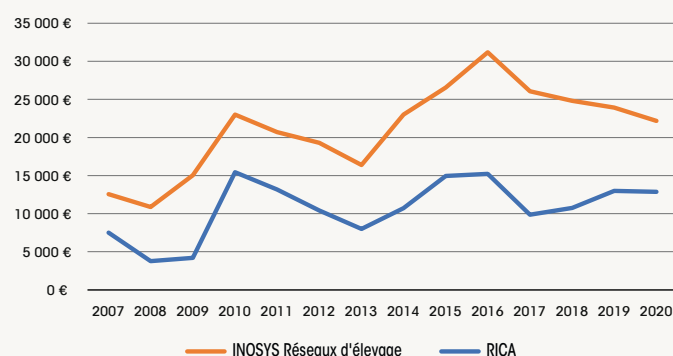
LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT DES EXPLOITATIONS OVINES ALLAITANTES

Euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage et RICA (RICA : OTEX 4810, Ovins spécialisés, sans brebis laitières)

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2020

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	11	91	42	32	35	27	21
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	46 900 €	37 000 €	50 800 €	45 800 €	50 700 €	54 000 €	40 100 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	50%	37%	23%	48%	48%	41%	29%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	29 800 €	23 200 €	38 900 €	27 400 €	27 700 €	29 500 €	23 100 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	23 900 €	17 600 €	31 700 €	19 700 €	20 400 €	20 400 €	18 200 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	23 600 €	22 400 €	38 500 €	22 700 €	28 100 €	32 200 €	28 700 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES 2021

Les évolutions 2021/2020 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données d'appui technique, données interprofessionnelles, Arvalis, Agreste, FranceAgriMer).

PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2021/2020

BASSIN/SYSTÈME	ÉVOLUTION
SUD-EST (PASTORAUX)	+5%
CENTRE-EST (HORS MONTAGNE), CENTRE-OUEST (SPÉCIALISÉS ET OVINS-BOVINS), GRAND-EST ET NORD-OUEST (HERBAGERS)	+8%
SUD-OUEST, CENTRE-EST (MONTAGNE), CENTRE-OUEST (OVINS-CULTURES)	+10%
GRAND-EST ET NORD-OUEST (FOURRAGERS)	+13%

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIÈRE

Évolutions régionales 2021/2020

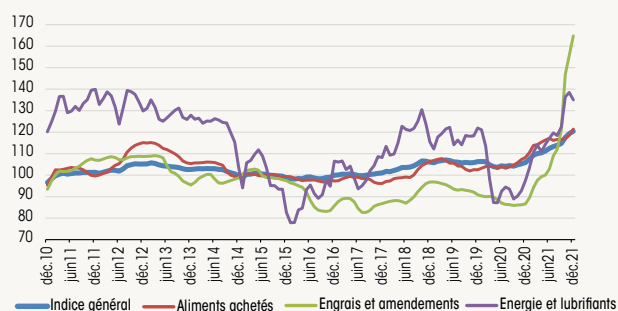
	NORD OCCITANIE	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+1,9%	+3,5%
PRIX DU LAIT	+2,8%	+3,0%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+15%	-4,5%

Source : FranceAgriMer, Interprofession 64, Chambre d'agriculture 64, SIEOL appui technique

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2021/2020
AIDES DÉCOUPLÉES	-1%
AIDE OVINE	-1,8%
AIDES 2 ND PILIER (ICH)	Inchangées, sauf pour les exploitations perdant l'accès à ces aides (arrêt en 2021)

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salarié et bénévole).

ESTIMATION DES CHARGES 2021

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2021 suivent les tendances nationales issues des IPAMPA ovins viande et lait.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences, protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2019/mai 2020 et juin 2020/mai 2021, correspondant aux campagnes de culture.

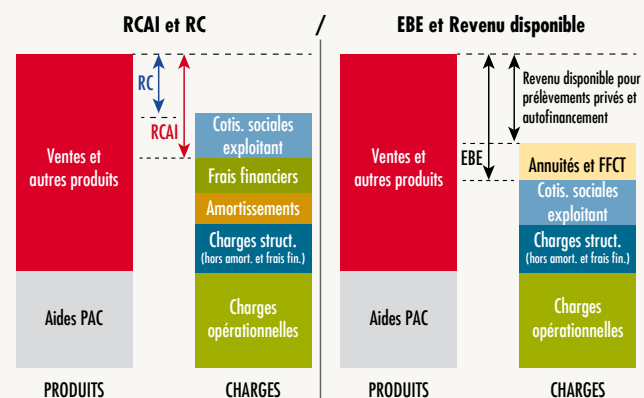
En 2021, tous les postes de charges sont en hausse, hormis les semences et les produits de protection des cultures. Les évolutions des postes sont :

IPAMPA	ÉVOLUTION OVIN VIANDE (ANNÉE CIVILE)	ÉVOLUTION OVIN LAIT (10/2020-09/2021)
ENGRAIS AZOTÉS (06/2020-05/2021)		+0,2%
ALIMENTS ACHETÉS	+10,6%	+12,2%
ÉNERGIE	+24,5%	+5,6%

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2021 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2020 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE « FOURRAGERS » INTENSIFS

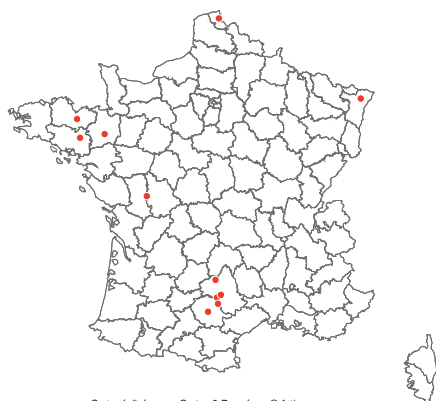
L'embellie des cours a dopé le revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,3 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 64 ha de SAU dont 49 ha de SFP
- 558 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Depuis quelques années, les exploitations de type « fourrager intensif » voient leur nombre décroître. Pour s'adapter au changement climatique et retrouver de l'autonomie fourragère, ces exploitations réduisent leur chargement pour adopter une conduite de type « herbager » (moins d'1,4 UGB/ha de SFP). Les 11 exploitations étudiées sont pour moitié concentrées dans les zones Ségala et Lévezou de l'Aveyron et du Tarn, ou réparties dans la moitié nord de la France, plutôt à l'Ouest. Leur chargement, plus de 11 brebis/ha de SFP en moyenne, est le résultat de la pression foncière - la SAU moyenne n'est que de 64 ha - et d'un certain potentiel agronomique. Cependant, les cultures fourragères restent anecdotiques, à moins de 3% de la SFP.

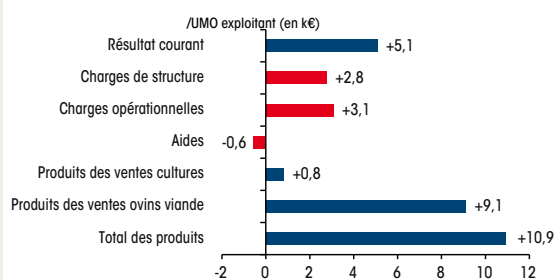
Des brebis de races rustiques et prolifiques, des périodes de mises bas réparties sur l'année, mais moins d'accélération

Le collectif de travail est restreint (1,3 UMO), composé quasi exclusivement de main-d'œuvre familiale. Par rapport à l'échantillon de 2019, la charge de travail s'est accrue de 10%, avec en moyenne 421 brebis/UMO (381 en 2019). La productivité numérique reste élevée (1,58 agneau/brebis), même si elle recule légèrement (-0,03). La majorité des élevages (7 sur 11) ne recourent plus à l'accélération du rythme de reproduction. La conduite avec 1 mise bas par an répartie sur 2 périodes est devenue prédominante.

Des agneaux vendus lourds et chers, mais avec plus de concentré

La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, à un poids moyen de 18,9 kg de carcasse. Il a de nouveau été en augmentation en 2020 par rapport aux campagnes précédentes. La consommation moyenne de concentrés par couple brebis/agneau a augmenté et atteint 266 kg, soit 9,2 kg/kg de carcasse d'agneau (+0,9 kg). L'autonomie en concentré est en nette progression : 9 élevages sur 11 recourent aux cultures autoconsommées, pour une autonomie moyenne de 36%. Mais le coût de production de ces concentrés prélevés ne doit pas être sous-estimé.

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

2021 : le revenu remonte enfin

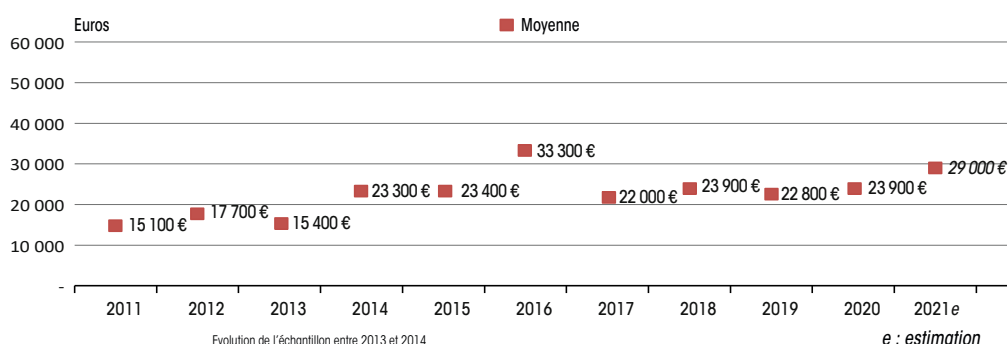
Dopé par le prix des agneaux, le produit des ventes ovines aurait augmenté de +9 000 €/UMO en 2021, mais la flambée des charges opérationnelles et de structure en ont grevé les 2/3. Néanmoins, après des années de stagnation, le revenu 2021 est estimé en forte progression (+21%/2020), à 29 000 €/UMO, sans toutefois égaler le niveau de 2016.

La technicité fondamentale dans la réussite

Le quart supérieur de ce groupe n'est pas représenté sur le graphique, compte tenu de sa taille réduite (3 élevages). Mais il est intéressant de constater que si ces 3 élevages bénéficient de structures plus grandes, rapportées à l'UMO (60 ha et 443 brebis/UMO vs 48 ha et 421 brebis/UMO), ils se caractérisent aussi par une productivité numérique beaucoup plus élevée (1,77 agneau/brebis vs 1,58) et sont beaucoup plus économes en concentré (7,6 kg/kg de carcasse vs 9,2). Cette meilleure technicité compense largement un prix moyen des agneaux un peu inférieur (134 vs 141 €).

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS

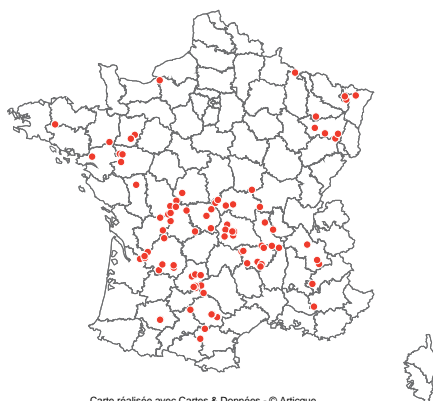
Le revenu est resté faible, malgré la hausse du prix des agneaux



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 93 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 535 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 91 EXPLOITATIONS



Le groupe des spécialisés herbagers couvre les principales zones de production, hormis la zone pastorale du Sud-Est. Il est le plus important du dispositif INOSYS ovins viande. Ces exploitations disposent de grandes structures, mais au potentiel fourrager généralement limité, avec un chargement moyen de moins d'1 UGB/ha SFP.

Une année fourragère favorable, voire très favorable

La pluviométrie du printemps et de l'été 2021 a été favorable au pâturage, avec une pousse de l'herbe qui s'est bien maintenue. Elle a également permis de reconstituer des stocks fourragers suffisants pour passer l'hiver, et même de commencer à reconstituer des stocks de sécurité dans certaines régions. Les rendements ont été corrects sur la petite dizaine d'hectares de culture en moyenne, essentiellement destinés à l'alimentation du troupeau, même si l'autonomie en concentré reste limitée dans ces systèmes.

Moins d'aliments mais des prix plus élevés

La sécheresse 2020, globalement un peu moins sévère que celle de 2019, aura permis une baisse de 6% de la consommation de concentré, rapportée au kg produit (8,0 kg/kgéc). Mais la consommation de fourrage s'est maintenue à un niveau élevé (310 kg MS/brebis). Pour 2021, les économies sur le poste aliments sont estimées jusqu'à 40 €/UGB dans les régions les plus impactées par les sécheresses de 2018 à 2020. Mais en moyenne, toutes régions confondues, la hausse des prix des aliments achetés se traduit néanmoins par une augmentation du poste alimentation.

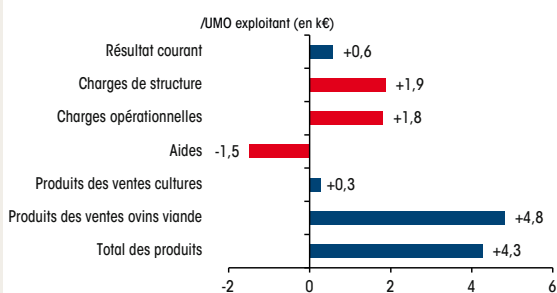
Face à la hausse des charges, le prix de l'agneau a assuré la stabilité du revenu

Cette deuxième année de hausse significative du prix de l'agneau (+8% à +13% suivant l'époque de vente) n'assure pas pour autant une augmentation significative du résultat courant. Il reste à un niveau faible, environ 18 000 €/UMO exploitant. La baisse des aides et la hausse des charges opérationnelles et de structure amputent en effet une grande partie du produit ovin supplémentaire.

Tirer le meilleur parti de l'herbe, en été comme en hiver

Pour faire face aux augmentations du coût des aliments, l'amélioration de la gestion de l'herbe constitue le premier levier : par le pâturage dès que les conditions le permettent, y compris en hiver, et aussi par la constitution de stocks de report. Les conditions climatiques de 2021 ont d'ailleurs offert plus de facilité pour la finition des agneaux à l'herbe. Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par un chargement un peu supérieur à la moyenne (0,9 UGB/ha SFP), avec une bonne productivité (1,34 agneau par brebis contre 1,26 pour le quart inférieur). Mais elles distribuent moins de fourrages (276 kg MS/brebis) et surtout elles n'utilisent que 6,7 kg de concentrés par kg de carcasse produit (contre 9,6 pour le quart inférieur). Dans ce type de système, où les possibilités de cultures sont limitées, l'autonomie alimentaire doit d'abord se raisonner par la réduction de la consommation de concentré.

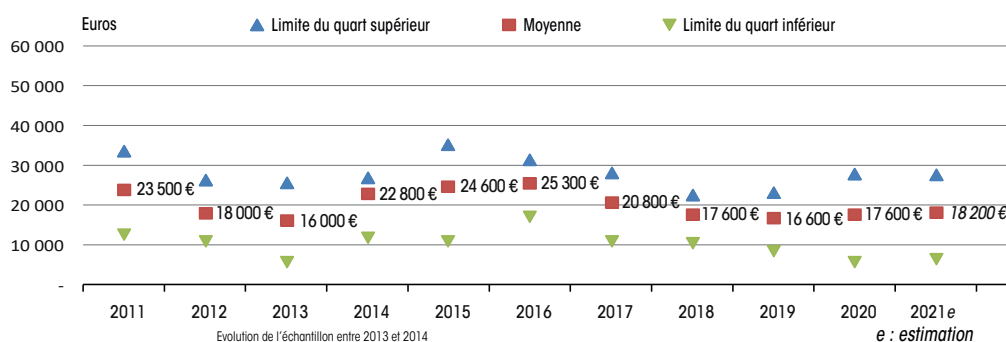
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle

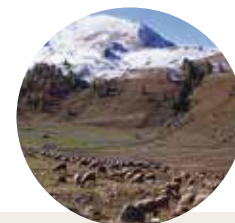


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

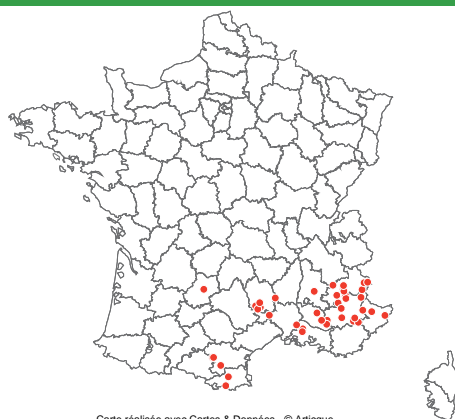
Le revenu s'est érodé mais reste le meilleur des systèmes spécialisés



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 58 ha de SAU dont 48 ha de SFP
- 260 ha de parcours individuels
- 602 brebis

LOCALISATION DES 42 EXPLOITATIONS



Localisés dans les montagnes sèches et l'arrière-pays de la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne, ces élevages sont de taille importante, avec 602 brebis en moyenne. La composante pastorale est prédominante avec une surface moyenne de 260 ha de parcours individuels (82% de la surface fourragère totale) et dans 64% des cas un recours à des parcours collectifs. Ces derniers comprennent le plus souvent une estive collective qui assure l'alimentation du troupeau pendant plusieurs mois, en général de juin à octobre. Ce fort déploiement pastoral se traduit par un chargement moyen très faible (0,4 UGB/ha, hors parcours collectifs) et peut nécessiter une grande mobilité des troupeaux (transhumances, recours fréquent au gardiennage, pâturage de surfaces additionnelles). Si la main-d'œuvre familiale reste prédominante (84%), le recours au salariat se développe avec la pression croissante de la prédation par le loup.

Des pratiques d'élevage extensives

Ces systèmes d'élevage utilisent des races adaptées à la conduite sur parcours, rustiques et peu prolifiques (par exemple Mérinos d'Arles, BMC, Rouge du Roussillon en pur ou croisées avec des races bouchères). Ils recourent à des conduites de la reproduction extensives, comme l'âge tardif à la première mise en lutte et l'absence d'accélération du rythme d'agnelage. On peut également noter une production significative d'agneaux non finis ou légers (22% en moyenne), en légère augmentation du fait d'un marché du maigre plus favorable, notamment en fin d'année lorsque la pénurie d'agneaux se fait sentir. Les poids de carcasse des agneaux sont de l'ordre de 15,5 kg, et la productivité moyenne par brebis reste inférieure à 1 agneau/brebis (0,95 en moyenne).

Des systèmes pâturants, économes sur l'aliment distribué, mais pas toujours autonomes

La distribution de fourrages grossiers est limitée, en moyenne 260 kg MS/brebis, caractérisant des systèmes très pâturants, grâce à une forte composante pastorale. Rapportée à la brebis, la consommation moyenne d'aliment concentré reste réduite, 90 kg en moyenne, soit autour de 6 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produit des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie en concentrés de seulement 34% en moyenne (18% sur l'ensemble de l'échantillon).

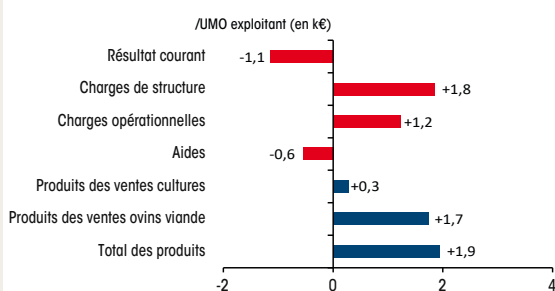
Une nouvelle érosion du revenu en 2021

Malgré l'embellie des cours, le résultat courant, estimé à 30 600 €/UMO pour 2021, recule de nouveau, de -4% et d'environ -1 100 €/UMO. Cette diminution est d'abord liée à la poursuite de l'augmentation des charges de structure, qui absorbe à elle seule celle des ventes ovines, mais aussi des charges opérationnelles, notamment les frais d'alimentation. L'inflation des prix des intrants, et d'abord des aliments, pourrait conduire à extensifier encore davantage ces systèmes, par exemple via une nouvelle augmentation de la part d'agneaux vendus légers ou non finis.

Les élevages du quart supérieur : plus pastoraux et plus économes en concentré

Avec des troupeaux d'une taille moyenne de 500 brebis pour un peu moins de 2 UMO, les élevages du quart supérieur sont essentiellement des pastoraux collectifs (82%). Si leur niveau de distribution de fourrage reste assez proche de la moyenne (239 kg MS/brebis), leur consommation de concentré est en revanche nettement plus faible : 60 kg/brebis et 4,6 kg par kg de carcasse produit (25% de moins que la moyenne).

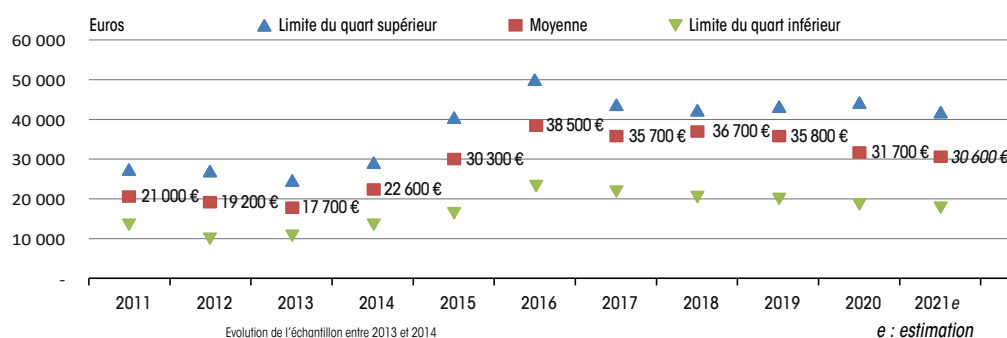
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

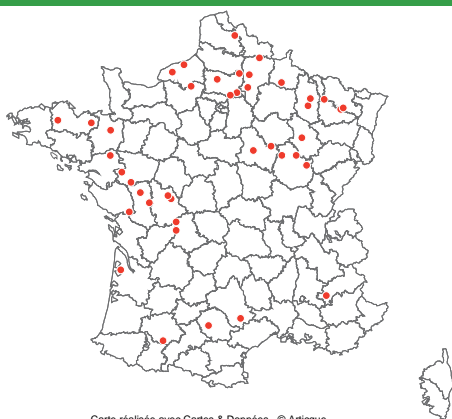
Un fort rebond du revenu grâce à la vente de céréales



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 140 ha de SAU dont 56 ha de SFP et 84 ha de cultures
- 474 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



Ces exploitations combinent grandes cultures et ovins. Elles sont essentiellement situées dans le Nord-Est et dans l'Ouest, avec une forte variabilité des potentiels agronomiques et de la disponibilité des coproduits de cultures valorisables par les ovins. La surface fourragère ne représente en moyenne qu'un tiers de la SAU. Elle est valorisée par un troupeau de 470 brebis, soit un chargement d'1,6 UGB/ha.

Des systèmes productifs et consommateurs de concentré

La conduite de l'atelier ovin est traditionnellement assez intensive, avec en moyenne près d'1,3 agneau produit par brebis, un poids moyen des agneaux de plus de 19 kg de carcasse et plus de 10 kg de concentré consommé par kg produit. Logiquement, l'autonomie en concentré est la plus élevée des différents systèmes étudiés, à 35% en moyenne sur l'ensemble du groupe.

Une année aux résultats spectaculaires

Les conditions climatiques et économiques beaucoup plus favorables de 2021 ont permis une forte augmentation du résultat courant. Les meilleurs prix et rendements auraient augmenté de +10 000 €/UMO le produit des grandes cultures, rattrapant largement la baisse de 2020. La meilleure valorisation des agneaux se traduirait par une nouvelle hausse du produit ovins de +5 000 €/UMO. Le produit total progresserait de +16 000 €/UMO et le revenu de 55% par rapport à 2020, dépassant ainsi en moyenne 30 000 €/UMO.

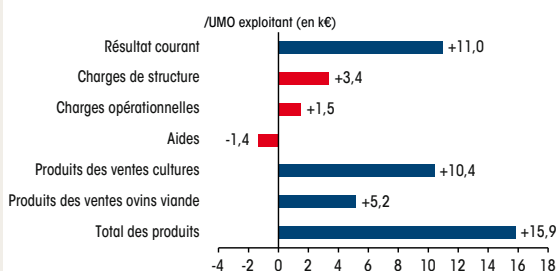
Un quart supérieur très intensif

Le chargement très élevé du quart supérieur, 2,6 UGB/ha SFP, traduit le fort potentiel agronomique des exploitations de cet échantillon, mais aussi l'utilisation de coproduits. A près d'1,5 agneau/brebis, la productivité numérique est très élevée, de même que la consommation de concentré (11,6 kg par kg de carcasse d'agneau produit), même si l'autonomie en concentré est un peu supérieure à la moyenne (40%).

De possibilités de meilleur couplage entre ateliers

Ces systèmes sont certainement parmi les mieux armés pour faire face à l'augmentation des prix des intrants. L'autonomie en concentré peut être totale, comme c'est déjà le cas dans certains élevages en agriculture biologique. Une meilleure valorisation des coproduits des cultures et des possibilités de pâturage doivent permettre de réduire la consommation de concentré : pâturage des couverts en automne, des cultures en hiver, des chaumes en été, etc.

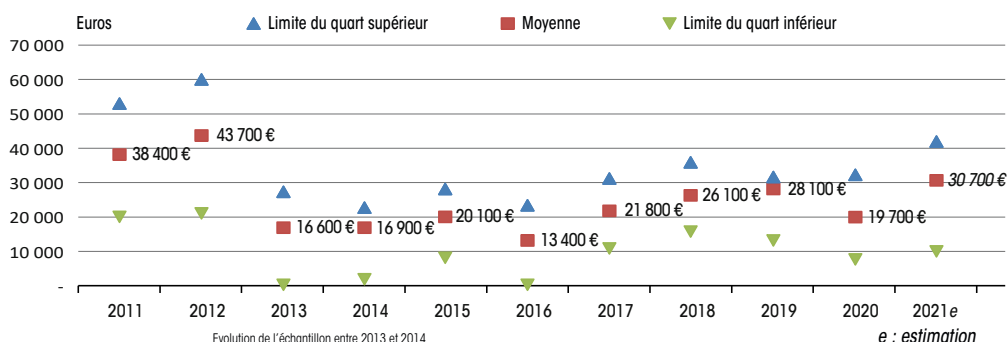
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

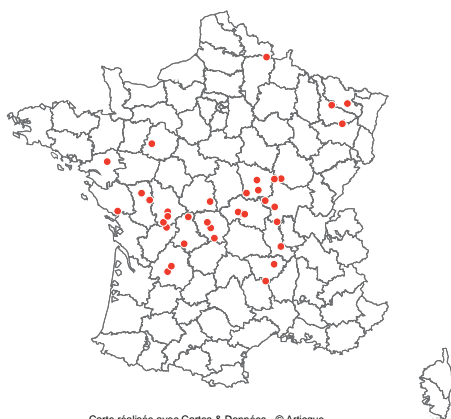
La hausse du prix des agneaux et des bovins a compensé la hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

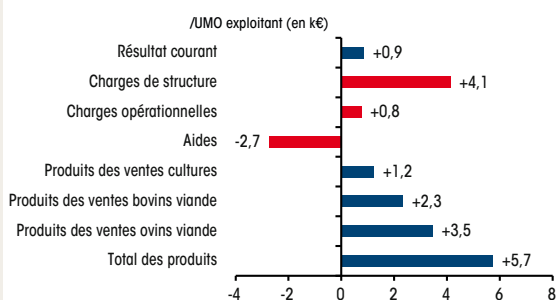
- 2,1 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 185 ha de SAU dont 152 ha de SFP
- 405 brebis allaitantes et 68 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

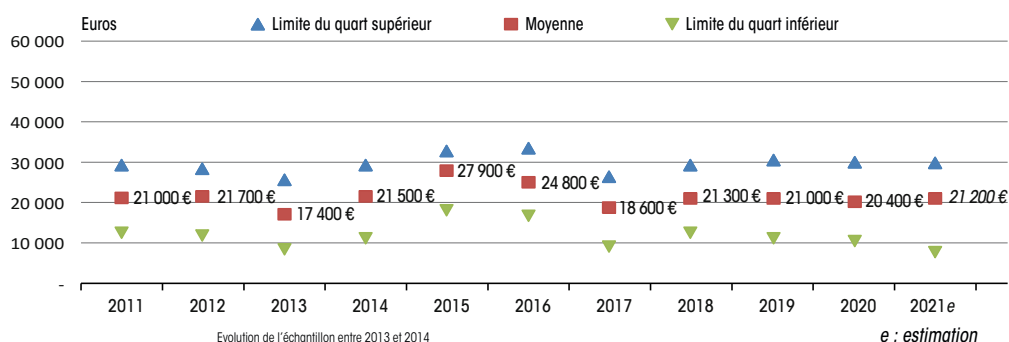
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces systèmes mixtes sont majoritairement localisés sur les pourtours du Massif Central. Le cheptel ovin est de taille équivalente au cheptel bovin (45% des UGB). Avec un chargement moyen d'1,2 UGB/ha SFP et seulement 5% de cultures fourragères dans la SFP, les systèmes herbagers sont prédominants. Si le recours à l'autoconsommation des cultures (80% des élevages) est un peu plus fréquent que chez les spécialisés herbagers, le niveau d'autonomie en concentré est comparable (près de 30%). La progression des produits aurait permis de compenser la hausse des charges en 2021.

Des produits en hausse, bovins comme ovins

Le cours de l'agneau sur 2021, nettement supérieur aux deux années précédentes, cumulé à des résultats de reproduction satisfaisants, aurait fait progresser le produit de l'atelier ovin de +3 500 €/UMO. Après un marché compliqué en 2020, 2021 a vu un retournement de tendance, avec une hausse des prix moyens des gros bovins. Le cours des femelles s'est redressé grâce à une demande intense, alors que l'offre était limitée. Le rebond des prix des brouillards en fin d'été a permis de rattraper les cours dépréciés au 1^{er} semestre, sans sorties anticipées grâce à la bonne saison fourragère. L'impact de la conjoncture bovine est globalement positif avec une progression du produit estimée à +2 300 €/UMO.

Moins d'achats de fourrages, mais des concentrés plus chers

L'année climatique 2021 plutôt clémente a permis de reconstituer des stocks fourragers. Toutefois leur qualité est hétérogène. L'affouragement estival des animaux a été réduit, de même que les achats de paille alimentaire. Avec une pousse d'herbe plus régulière, des économies de concentrés ont été réalisées du fait d'animaux laissés plus longtemps au pâturage. Cependant, les charges opérationnelles ont continué de progresser en raison notamment de la hausse du prix des aliments, dans ces systèmes où plus des 3/4 des concentrés sont achetés.

Un résultat en légère hausse en 2021

Avec une année climatique correcte, après 3 années de sécheresse, le revenu estimé pour 2021 ne remonte que très légèrement (+4%), légèrement au-dessus de 20 000 €/UMO en moyenne, du fait de l'envolée des prix des intrants. La diversification de ces systèmes mixtes est un moyen de réduire les risques économiques et de stabiliser les revenus. La meilleure valorisation des complémentarités entre ovins et bovins, notamment au pâturage, reste une piste prioritaire d'adaptation à ce contexte de forte inflation. Comme les années précédentes, les revenus des systèmes mixtes se situent à un niveau intermédiaire entre ceux des spécialisés ovins herbagers et fourragers. À dimension équivalente, il est également plutôt supérieur à celui des systèmes spécialisés bovins.

Quart supérieur : plus productif et plus efficient

Cette année les élevages du quart supérieur se caractérisent par une meilleure productivité de l'atelier ovin : 1,36 agneau/brebis, contre 1,24 en moyenne. Ce différentiel de productivité permet de profiter pleinement du prix des agneaux, particulièrement élevé (plus de 144 €/tête), lié à une production centrée sur le 2nd semestre. À 8,1 kg par kg de carcasse, la consommation de concentrés est inférieure d'1,5 kg par rapport à la moyenne du groupe. Mais elle reste supérieure à celle des spécialisés herbagers, ce qui laisse supposer des marges de progrès.

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE

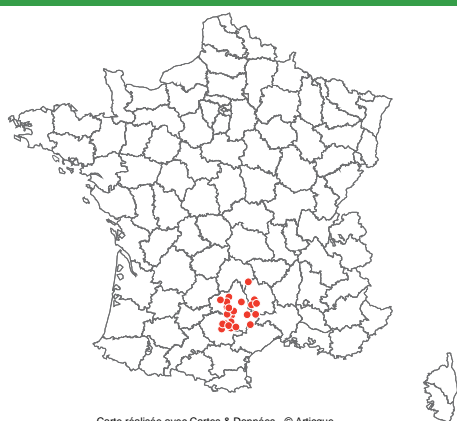
Un revenu qui rebondit après 5 années de baisse



DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totale dont 2,1 UMO exploitant
- 99 ha de SAU dont 76 ha de SFP
- 435 brebis présentes, 149 200 litres de lait
- 70% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



Localisées dans le sud du Massif Central, ces exploitations produisent du lait valorisé en AOP Roquefort pour près de 90% d'entre elles. Les surfaces sont consacrées à l'alimentation des troupeaux : la surface fourragère, composée majoritairement de prairies, représente plus de 75% de la SAU et les céréales cultivées en complément sont pour l'essentiel autoconsommées. Près d'un élevage sur trois, situé en zone de Causses, dispose d'importantes surfaces de parcours, 200 ha en moyenne, valorisées par les brebis en fin de période de traite ou à l'entretien. Les brebis, de race Lacaune, produisent 345 litres/an en moyenne. Avec 149 000 litres en moyenne, la production des élevages de notre échantillon est supérieure de 25% à la collecte moyenne observée dans le bassin.

Production laitière en hausse

Après un printemps précoce en 2020, marqué par un manque d'eau, suivi d'un été sec et chaud qui a conduit les éleveurs à distribuer des fourrages, la campagne 2020/2021 a démarré avec des stocks de fourrages limités en quantité, mais de bonne qualité. Par la suite, après un hiver pluvieux et un début de printemps précoce et sec, les pluies régulières de mai à septembre ont été favorables à la pousse de l'herbe et au pâturage. Pour répondre à la demande des entreprises laitières en recherche de lait, les éleveurs ont maintenu les distributions de concentrés et augmenté les achats de fourrages. De fait, à l'échelle de la région Occitanie, la collecte a progressé de près de +2% en lait conventionnel.

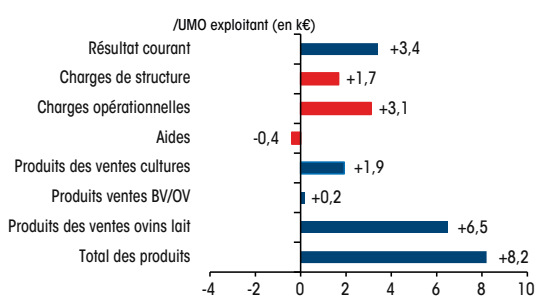
Revenus en hausse malgré la progression des charges

La campagne 2020/2021 a été marquée par une augmentation régulière du coût des matières premières : sur la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2021, l'IPAMPA lait de brebis a progressé de +5,6% en moyenne. Cette évolution a particulièrement concerné le prix des concentrés, et notamment des tourteaux tracés non OGM pour lesquels les éleveurs ont été confrontés à des problèmes d'approvisionnement. Le montant cumulé des charges opérationnelles et des charges de structure aurait augmenté de +4 800 € par UMO exploitant. Et cette tendance à la hausse devrait se poursuivre sur la campagne 2021/2022 : à la forte progression du prix des aliments s'ajoutent l'envolée du prix des engrais et de l'énergie, sans oublier la hausse du prix des matériaux qui va probablement conduire les éleveurs à différer la réalisation de certains investissements.

Bénéficiant de la hausse du prix des agneaux, qui vient s'ajouter à celle de la production et du prix du lait (respectivement +1,9% et +2,8%), le produit des ventes de l'atelier ovin lait aurait progressé de +6%. Au final, avec prise en compte de l'augmentation des rendements et du prix des céréales, le résultat courant aurait progressé de +3 400 €, à 23 800 € par UMO exploitant en moyenne.

Et comme les années précédentes, les éleveurs qui obtiennent les meilleurs revenus (plus de 31 000 € par UMO exploitant) se distinguent par une meilleure productivité de leur troupeau (autour de 400 litres par brebis et par an) et une très bonne maîtrise de leurs charges. Leur résultat courant représente 23% du produit d'exploitation, soit 9 points de mieux que la moyenne de notre échantillon.

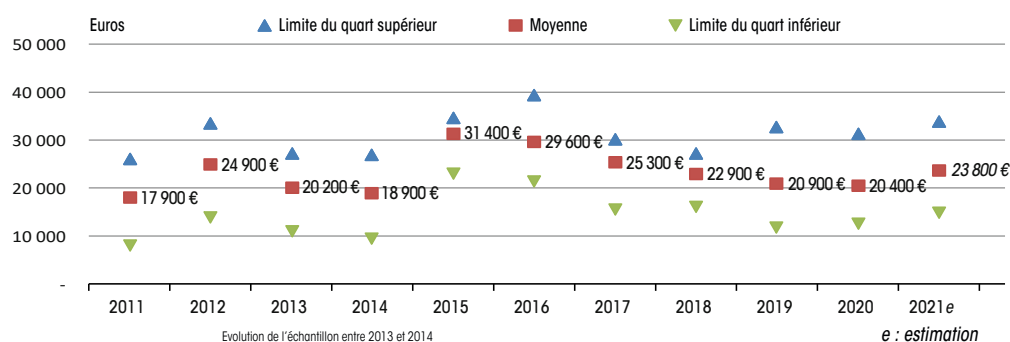
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Les revenus sont restés faibles malgré la hausse du produit lait



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 39 ha de SAU dont 37 ha de SFP
- 375 brebis présentes, 70 100 litres de lait
- 76% d'exploitations mixtes (19 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 21 EXPLOITATIONS



Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs de cet échantillon sont aussi pour la majorité d'entre eux engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. La surface des exploitations est relativement limitée, 39 ha en moyenne essentiellement en prairies (96% de la SAU), avec pour la plupart d'entre elles un accès à des surfaces pastorales : landes privées (12 ha en moyenne) ou estives collectives d'altitude. Les brebis, de race Manech tête noire, tête rousse ou Basco-béarnaises, produisent 180 litres/par an en moyenne. Le volume de lait livré, autour de 70 000 litres, se situe 37% au-dessus de la moyenne départementale.

Nouvelle hausse de la production laitière, mais baisse du prix des agneaux

Si le printemps 2020 avait été favorable à la pousse de l'herbe et à la production stocks de fourrages de bonne qualité, les éleveurs ont dû ensuite composer avec un été sec, obligeant les troupeaux à descendre d'estive plus tôt que d'habitude et à entamer les stocks, suivi d'un début d'hiver pluvieux limitant l'accès des brebis au pâturage. Malgré cela, la collecte laitière a encore progressé : +3,6% selon l'Interprofession des Pyrénées-Atlantiques. Le prix du lait a également augmenté : +3% selon FranceAgriMer pour la région Nouvelle-Aquitaine. En revanche, les éleveurs des Pyrénées-Atlantiques n'ont pas profité en 2020/21 de l'embellie enregistrée sur le prix des agneaux. En lien avec la baisse de consommation en Espagne, principal débouché des agneaux de lait, où la concurrence d'autres pays (Grèce, Italie) reste vive, le prix des agneaux a évolué à la baisse pour la 6^{ème} année consécutive : -4,5% d'après l'enquête réalisée par la Chambre d'agriculture auprès des organisations de producteurs du département.

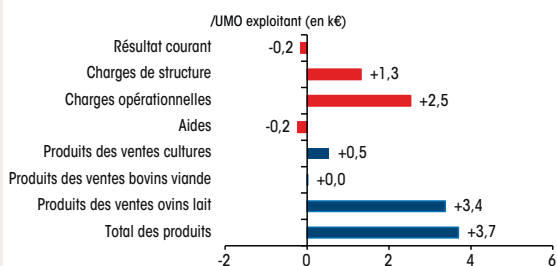
Des charges opérationnelles en forte hausse avec les prix des aliments

En Pays Basque comme en Béarn, la surface des exploitations ovines laitières est généralement réduite et peu mécanisable. En conséquence, les éleveurs sont souvent très dépendants d'achats de fourrages et de concentrés. Ainsi, la moitié des éleveurs suivis achète plus d'un quart des fourrages distribués et quatre éleveurs sur cinq achètent la totalité des concentrés. Dans un contexte de forte progression du prix des matières premières, cela s'est traduit par une hausse importante du poste achat d'aliments, qui explique plus de 90% de l'augmentation estimée des charges opérationnelles.

Des revenus stables mais qui restent faibles

Autour de +3 850 € par UMO exploitant, la hausse cumulée des charges opérationnelles et des charges de structure a annulé l'augmentation des produits. En très légère baisse, le résultat courant moyen est estimé proche de 18 000 € par UMO exploitant, mais comme les années précédentes, les écarts restent importants entre élevages. Les éleveurs qui ont les meilleurs revenus (plus de 20 500 € par UMO exploitant) se distinguent par leur très bonne maîtrise des charges : pour une production laitière proche de la moyenne, autour de 180 litres par brebis, les charges d'alimentation directes (coût des concentrés distribués et des fourrages achetés) sont 20% inférieures. Pour ces élevages du quartile supérieur, les charges opérationnelles et les charges de structure représentent respectivement 26% et 34% du produit d'exploitation, contre 34% et 48% pour la moyenne des exploitations suivies.

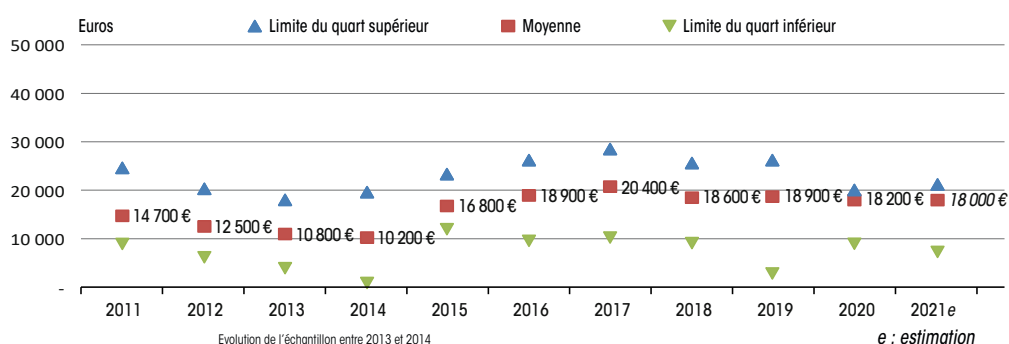
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

PERSPECTIVES 2022

Vers une légère amélioration des flux mondiaux

Comme de nombreux produits agricoles et alimentaires, le commerce mondial de la viande ovine est confronté à plusieurs défis clés en 2022, notamment l'incertitude persistante de la pandémie, la perturbation continue des chaînes d'approvisionnement - dont la flambée des coûts du transport et la sensibilité du commerce agricole aux tensions géopolitiques. La production française pourrait légèrement reculer en 2022, à l'image de l'ensemble de l'UE-27. En Océanie, l'Australie devrait retrouver de bons niveaux de production permettant d'exporter davantage de viande ovine sur un marché mondial dont la demande demeure très forte. En Nouvelle-Zélande, on prévoit à l'inverse un recul des exportations de viande ovine.



FRANCE 2022

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2019	2020	2021	2022p	2022/21
Abattages contrôlés	81	80	82	81	-1%
Importations	91	82	78	82	+5%
Exportations	8	7	8	8	=
Consommation	164	155	151	155	+2%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

Possible reprise de la consommation malgré une production en léger recul

Les importations d'ovins vifs devraient demeurer élevées - au moins égales aux effectifs de 2021 - pour venir compléter l'approvisionnement français en 2022, tout comme les envois d'ovins vifs, dont la hausse fut moins conséquente. Face à des sorties des élevages français probablement stables d'une année sur l'autre, la production française de viande ovine pourrait se

stabiliser en 2022... mais dans un même temps, la flambée des cours des grains pourrait réduire les durées d'engraissement. On fait donc l'hypothèse de poids de carcasses en recul comparé à 2021, ce qui pèserait légèrement sur la production française.

Les importations de viande ovine pourraient quant à elles reprendre, surtout en provenance d'Irlande et du Royaume-Uni. Début 2022, les disponibilités se sont étoffées chez ces deux principaux fournisseurs. Du côté de l'Espagne, les envois de vifs vers les pays arabes devraient repartir à la hausse, freinant d'autant les exports de viande vers la France. La Nouvelle-Zélande devrait continuer de concentrer ses envois vers la Chine et les États-Unis.

La légère progression des importations de viande ovine attendue devrait engendrer un petit rebond des disponibilités en viande ovine sur le marché français, provoquant *in fine* un sursaut de la consommation. Cette évolution demeure toutefois incertaine car dépendante de la réponse des Français à la baisse de leur pouvoir d'achat. En effet, cela pourrait bloquer la consommation de viande ovine, ce qui conduirait à une baisse de la cotation française, puisque l'offre serait supérieure à la demande. Celle-ci resterait toutefois à des niveaux élevés vers la France (même catégories d'agneaux concernées - plutôt lourds) mais face des coûts de production qui ne cessent de croître...

OCÉANIE 2022

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 técs)	2019-20	2020-21	2021-22p	Variation
"Exportations de viande ovine (compagnes d'octobre à septembre)"	411	416	408	-2%

AUSTRALIE (1 000 técs)	2020	2021	2022p	Variation
Exportations de viande ovine	470	467	521	+12%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb NZ, Trade Map et Meat & Livestock Australia*

Le nombre total d'agneaux abattus et transformés pour l'exportation au cours de la saison 2021-22 (oct. à sept.) devrait augmenter de +1%, de 18,3 millions de têtes en 2020-21 à 18,5 millions de têtes, selon *Beef and Lamb New Zealand*. En revanche, le nombre d'ovins adultes transformés au cours de la saison 2021-22 devrait chuter de -10%, à 3,5 millions de têtes. Cette évolution découle de la poursuite de la capitalisation du cheptel reproducteur. Les fondamentaux de la filière restent solides malgré les défis majeurs, notamment, la perturbation des chaînes d'approvisionnement liée à la pandémie, l'augmentation des coûts de transport, la pénurie de main-d'œuvre dans les abattoirs et l'appréciation du dollar NZ face aux autres monnaies qui dégrade la compétitivité relative des produits néozélandais à l'export. De plus, les relations diplomatiques entre la Chine et la Nouvelle-Zélande sont dégradées, ce qui pourrait se répercuter sur le commerce entre les deux pays.

En **Australie**, deux ans après le début d'une énième phase de recapitalisation, le **cheptel** ovin devrait augmenter de +5% /2021 pour atteindre 74,4 millions de têtes en 2022, son plus haut niveau depuis 2013, selon les dernières projections de *Meat & Livestock Australia* (MLA). Le maintien de bonnes conditions climatiques dans les principaux États producteurs de la Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria, ainsi que des précipitations automnales et hivernales favorables pour l'Australie-Occidentale en 2021, ont été les principaux moteurs de cette croissance. Les abattages d'agneaux devraient atteindre 21,6 millions de têtes en 2022, tandis que les réformes devraient bondir de +18% /2021 à 6 M de têtes. Le poids moyen des carcasses d'agneau pourrait s'alourdir légèrement de +0,2 kg à 25 kg en 2022. Dans ce cas, la production d'agneau atteindrait 540 000 tonnes en 2022, une augmentation de +8 % par rapport à 2021. Une telle perspective permettrait à l'Australie d'accroître ses exportations de +12%, à 521 000 técs en 2022. Les envois vers la Chine et les États-Unis devraient dans ce cas *a minima* se maintenir à de bons niveaux, voire croître encore ; tout dépendra de l'évolution de leurs demandes respectives.

Des exportations australiennes relancées en 2022

En **Nouvelle-Zélande**, le **cheptel** ovin a très légèrement reculé, de -0,2% en juin 2021 /2020, à 26 millions de têtes. La baisse du cheptel reproducteur (-1% à 18,3 M de têtes) a été en partie contrebalancée par la nouvelle hausse des effectifs d'*Hoggets* (agneaux entre 12 et 24 mois), de +1,5% d'une année sur l'autre, à 8,8 millions de têtes. Le taux d'agnelage moyen au printemps austral 2021 (sept.-nov.) avait légèrement augmenté comparé à 2020, atteignant 131,9%. Les éleveurs ont toutefois signalé des taux de croissance variables des agneaux attribuables au temps plus froid et plus humide en octobre 2021 dans certaines régions et à l'approvisionnement en aliments différent selon les fermes.

UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI 2022

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1 000 técs)	2020	2021	2022p	2022/21
Abattages	297	266	294	+11%
Importations de viande ovine	66	55	52	-6%
Exportations de viande ovine	90	70	74	+5%
Consommation par bilan	272	251	272	+9%

IRLANDE (1 000 técs)	2020	2021	2022p	2022/21
Abattages	66	64	66	+4%
Importations de viande ovine	6	6	6	-1%
Exportations de viande ovine	62	54	56	+5%
Consommation par bilan	11	16	16	-1%

ESPAGNE (1 000 técs)	2020	2021	2022p	2022/21
Abattages	115	120	117	-3%
Importations de viande ovine	5	6	6	=
Exportations de viande ovine	41	51	50	-2%
Consommation par bilan	79	75	72	-3%

UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 técs)	2020	2021	2022p	2022/21
Abattages	522	553	542	-2%
Importations de viande ovine	143	118	121	+2%
Exportations de viande ovine	47	37	39	+4%
Consommation par bilan	618	634	624	-2%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et AHDB - *Beef & Lamb*

La production européenne de viande ovine attendue en léger recul en 2021

En 2022, le Royaume-Uni traité à part entière n'est pas intégré dans l'UE, ramenée à 27 pays membres depuis sa sortie en 2021.

L'enquête fin 2021 montrait un repli du cheptel reproducteur de l'UE à 27 de -3% /2020. Cette baisse est en grande partie imputable à la chute des effectifs en Grèce, de -13%, soit -800 000 têtes. De plus, la forte hausse des charges, notamment l'explosion du prix du carburant et de l'aliment, pourrait conduire à un regain des abattages et une baisse des poids moyens de carcasse.

Selon la *Commission européenne*, la production devrait alors de nouveau se replier en 2022, de -2% /2021.

L'**Irlande**, avec un cheptel plus étoffé fin 2021, devrait voir sa production augmenter en 2022. Les importations d'ovins vifs d'Irlande du Nord devraient reprendre et retrouver le niveau pré-*Brexit*. Il devrait aussi y avoir davantage d'agneaux de report menant à une hausse des abattages au 1^{er} trimestre. À partir de juin 2022, la hausse du cheptel enregistrée fin 2021 devrait se ressentir sur la production irlandaise.

En **Espagne**, la baisse du cheptel ovin reproducteur fin 2021, de -2% /2020, devrait impacter la production de viande ovine et les envois de viande comme de vifs.

Malgré un euro plus compétitif, l'augmentation des exportations de viande ovine de l'UE à 27 sera faible, de seulement +4% /2020, notamment limitée par les frictions commerciales avec le Royaume-Uni et les moindres disponibilités.

La *Commission européenne* prévoit enfin un regain des importations de viande ovine de +2% /2021, malgré la hausse du coût du fret maritime sur de grandes distances.

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2021
Perspectives 2022

N° 529 - Avril 2022

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier marché mondial de la viande bovine en 2021. Perspectives 2022.
N° 531 - Juin 2022

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2021. Perspectives 2022.
N° 530 - Mai 2022

Dossier annuel Ovins 2021.
Perspectives 2022. N° 529 - Avril 2022

Dossier annuel Caprins 2021.
Perspectives 2022. N° 528 - Mars 2022

Dossier annuel Bovins lait 2021.
Perspectives 2022. N° 527 - Février 2022

Dossier annuel Bovins viande 2021.
Perspectives 2022. N° 526 - Janvier 2022

Dossier Espagne. Filière laitière
N° 525 - Décembre 2021 (à paraître)

Dossier Irlande. Les filières irlandaises agiles face
aux accords de libre-échange du Royaume-Uni.
N° 524 - Novembre 2021

Dossier Valorisation des veaux laitiers :
comparaison dans 10 pays - N° 523 - Octobre 2021

Dossier Italie : Les fromages AOP moteurs de la
filière laitière. N° 522 - Septembre 2021



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : 1^{ère} de couverture & P9-P10-P23 © Races Ovines des Massifs Sélection-Rom Sélection - P2 © (CC BY 2.0) airpix FlickrR - © CIIRPO - P3 © Thierry Laporte - © DR/Institut de l'élevage -

© Fotolia-microstocker_87153570_M - © DR/Institut de l'élevage - P4&P5 © DR/Institut de l'élevage - P6 © Jean-Marc Arranz GISid64 - P7 © La magie du moment FlickrR -

P10 TechOvin © Thierry Laporte (272) - P12 © CIIRPO - P15 © Christophe Maître-inra - P19 © Evrenkalinbaacok Fotolia - P22 © DR/Institut de l'élevage -

P29 © Gillianvann - AdobeStock - P33 OV fourrager_A. Gouedard CA 35 - P34 OV herbager_O. Pagnot CA 86 - P35 © FROSE - P36&37 © V. Belle/Institut de l'élevage -

P38 © DR/Institut de l'élevage - P39 © GIS ID 64 -

Lien vers licence utilisée : (CC BY 2.0) : <https://creativecommons.org/licenses/by/2.0/>

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0022501006

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE